

CONSEIL COMMUNAL EN DATE DU 24 MAI 2023.

La séance débute à 20h11'.

Présents :

Monsieur François CULOT, Bourgmestre, Président;
Monsieur Vincent WAUTHOZ, Madame Annie GOFFIN, Madame Nathalie VAN DE WOESTYNE, Monsieur Alain CLAUDOT, Monsieur Hugues BAILLOT, Échevins;
Monsieur Jean BRUYERE, Président du CPAS (voix consultative);
Monsieur Denis LACAVE, Monsieur Etienne CHALON, Monsieur Christophe GAVROY, Madame Annick VAN DEN ENDE, Monsieur Sébastien MICHEL, Monsieur Michel MULLENS, Madame Virginie ANDRE, Monsieur André GILLARDIN, Monsieur Pascal MASSART, Monsieur Jean-François BODY, Madame Elodie BAUDRY, Monsieur Hamza YILMAZ, Monsieur Léopold BALTUS, Madame Marie-Anne CLAUDE, Conseillers;
Madame Marthe MODAVE, Directrice Générale, Secrétaire de séance;

A) SÉANCE PUBLIQUE

Monsieur le Président souhaite la bienvenue. Monsieur le Président déclare que le Conseil communal a un nombre de points qui n'est pas trop important et qu'il y a quelques points importants dont un qui a nécessité une très longue gestation, à savoir le point relatif à l'installation de caméras de vidéosurveillance. Monsieur le Président déclare que pour les points 1 et 2, il y aura une présentation par Monsieur ..., Chef de zone de la Zone de Police de Gaume, et Madame ... pour la Zone de Police de Gaume.

1. CAMÉRAS DE SURVEILLANCE - ÉVALUATION DU SYSTÈME DE VIDÉOSURVEILLANCE INSTALLÉ DANS LE CENTRE VILLE DE VIRTON - RAPPORT DRESSÉ PAR LA ZONE DE POLICE DE GAUME - PRISE DE CONNAISSANCE.

Monsieur le Président cède la parole à Monsieur ..., 1er Commissaire Divisionnaire, Chef de corps à la Zone de Police de Gaume.

Monsieur ... présente de 20h12' à 20h42' avec ..., Criminologue, Responsable de la cellule management à la Zone de Police de Gaume, un PowerPoint intitulé « Projet d'installation de caméras - phase 2 » spécifiquement les points suivant : «

- *Situation générale :*
 1. *Théories*
 2. *Brève image de l'insécurité à Virton*
- *Système de vidéosurveillance actuel : quelle évaluation ? ».*

Monsieur Philippe LEGROS, Conseiller, prend siège à 20h16' en cours de présentation.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 27 mars 2023 par lequel Madame ..., responsable de la cellule management de la Zone de Police de Gaume, transmet le premier rapport d'évaluation des caméras;

Vu le rapport d'évaluation du système de vidéosurveillance installé dans le centre-ville de Virton, dressé par la Zone de Police de Gaume en date du 23 avril 2023;

PREND CONNAISSANCE du rapport dressé en date du 23 mars 2023 par la Zone de Police de Gaume, relatif à l'évaluation du système de vidéosurveillance installé dans le centre-ville de Virton.

2. INSTALLATION DE CAMÉRAS DE SURVEILLANCE - PHASE II - PRÉSENTATION PAR LA ZONE DE POLICE DE GAUME.

LE CONSEIL,

ENTEND la présentation par Madame ..., Criminologue, Responsable de la cellule management à la zone de Police de Gaume et Monsieur ..., 1er Commissaire Divisionnaire, Chef de corps à la zone de Police de Gaume de 20h43' à 20h52' du Powerpoint intitulé "Projet d'installation de caméras - phase 2" spécifiquement les points suivants:"

- Projet d'installation de nouvelles caméras (phase 2) :
 1. Situation;
 2. Aspect financier;
- Convention entre la zone de police et la ville de Virton. "

Après diverses interventions et réponses aux questions posées en rapport avec les points 1 et 2 inscrits à l'ordre du jour de la présente séance, Madame ... et Monsieur ... se retirent à 21h59'.

3. CAMÉRAS DE SURVEILLANCE - OCTROI D'UN SUBSIDE EN NUMÉRAIRE À LA ZONE DE POLICE DE GAUME.

Le vote est demandé.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-37, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération prise en date du 07 juin 2013 relative à l'octroi de subventions et aux obligations à charge des bénéficiaires ;

Vu sa délibération prise ce jour prenant connaissance du rapport dressé en date du 23 mars 2023 par la Zone de Police de Gaume, relatif à l'évaluation du système de vidéosurveillance installé dans le centre-ville de Virton.

Considérant que la Zone de Police de Gaume joindra les justifications des dépenses qui seront couvertes par la subvention, à savoir bon de commande et facture, conformément à l'article L3331-3, § 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant le sentiment d'insécurité ressenti au sein de la population et les nombreuses incivilités constatées dans le centre-ville ;

Considérant l'impact positif de telles mesures déjà observées dans d'autres villes de la province (en terme de baisse de la criminalité, baisse des nuisances et du sentiment d'insécurité) ;

Considérant l'effet dissuasif qu'un tel dispositif implique à court terme ;

Considérant l'impact positif que ce dispositif aura sur l'élucidation d'infractions ;

Considérant qu'il s'agit d'un outil de travail souhaité par la police locale ;

Considérant que l'installation de ce dispositif est soumise aux principes du respect de la vie privée ;

Considérant que la Zone de Police de Gaume ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant que la subvention est octroyée à des fins d'intérêt public, à savoir l'achat et la pose de caméras de vidéosurveillance en réseau dans Virton, caméras connectées à la fibre optique de la commune de Virton ;

Considérant l'article 330/635-51 Projet 20200027 intitulé " SUBSIDE ZP GAUME CAMERA VIDEO SURVEILLANCE - PHASE 2" du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que le dossier complet a été communiqué au Directeur financier en date du 15 avril 2023 conformément à l'article L-1124-40, §1er, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et que celui-ci a émis un avis positif en date du 17 avril 2023;

Après en avoir délibéré, *par 12 voix "oui", 1 voix "non" et 8 abstentions,*

DECIDE :

Article 1 :

La Commune de Virton octroie une subvention de 160.000,00 euros à la Zone de Police de Gaume, ci-après dénommée le bénéficiaire.

Article 2 :

Le bénéficiaire utilise la subvention pour acheter et poser des caméras contre les incivilités dans Virton.

Article 3 :

Pour justifier l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit les documents suivants :

1. Le bon de commande des caméras signé ;
2. La facture.

Article 4 :

La subvention est engagée sur l'article 330/635-51 Projet 20200027 intitulé " SUBSIDE ZP GAUME CAMERA VIDEO SURVEILLANCE » du service extraordinaire du budget de l'exercice 2023 dotée d'un crédit de 160.000,00 euros.

Article 5 :

La subvention sera versée sur le compte ... de la Zone de Police de Gaume.

Article 6 :

Le Collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

Article 7 :

Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

Cette délibération a été adoptée par 12 voix favorables, 1 voix négative et 8 abstentions.

Ont voté positivement:

WAUTHOZ Vincent, GOFFIN Annie, VAN DE WOESTYNE Nathalie, CLAUDOT Alain, BAILLOT Hugues, LEGROS Philippe, ANDRE Virginie, BODY Jean-François, BAUDRY Elodie, YILMAZ Hamza, CLAUDE Marie-Anne et CULOT François.

A voté négativement:

BALTUS Léopold.

Se sont abstenus:

LACAVE Denis, CHALON Etienne, GAVROY Christophe, VAN DEN ENDE Annick, MICHEL Sébastien, MULLENS Michel, GILLARDIN André et MASSART Pascal.

4. ZONE DE POLICE DE GAUME - PLACEMENT DE CAMÉRAS - PHASE II - SUBSIDE MAINTENANCE

Le vote est demandé.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu sa délibération prise en sa séance du 02 décembre 2021 marquant son autorisation de principe quant à l'installation de caméras de surveillance sur le territoire de la commune de Virton;

Vu sa délibération prise en sa séance du 02 décembre 2021 marquant son accord sur la prise en charge des frais relatifs au contrat de maintenance des caméras et à l'assurance de celles-ci via l'octroi d'un subside annuel à la Zone de Police de Gaume et décidant d'octroyer un subside annuel à la Zone de Police de Gaume en ce qui concerne le coût de l'assurance et le coût de la maintenance des caméras de surveillance, le Collège étant chargé de la liquidation du subside annuel;

Considérant qu'une réunion s'est tenue le lundi 24 avril 2023 à l'Hôtel de Ville avec les membres de la Zone de Police de Gaume afin de présenter la phase II d'installation des caméras de surveillance au centre-Ville;

Vu le courrier d'offre de la société SECURITAS daté du 30 mars 2023 adressé à la Police de Gaume qui a été transmis lors de la réunion du 24 avril 2023;

Considérant que l'offre remise par la société est d'un montant de 159 930,47 euros TVAC;

Considérant qu'un montant de 160.000 euros a été prévu au budget et que ce montant sera octroyé à la Zone de Police de Gaume sous forme de subside pour l'achat de ces caméras par le Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances;

Considérant que les caméras qui seront acquises seront notamment placées :

- sur l'esplanade et avenue Bouvier à hauteur des arcades
- sur le parking des Dominos et au coin de la rue Croix-le-Maire et de la rue Docteur Jeanty
- sur la place Nestor Outer;

Vu sa délibération prise en date du 04 mai 2023 prenant connaissance de la phase II de l'installation de caméras de surveillance et décidant de soumettre à l'approbation du Conseil Communal, l'octroi d'un subside à la Zone de Police de Gaume pour le paiement du contrat de maintenance de la phase II;

Vu le courriel du 12 mai 2023 par lequel Madame ..., de la Zone de Police de Gaume, transmet l'offre de Sécuritas concernant la maintenance de la Phase II de l'installation des caméras:

Considérant que l'offre de maintenance "light" est d'un montant de 11.580,68 € HTVA soit 14.012,62€ TVAC;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir ce montant en modification budgétaire afin d'octroyer à la Zone de Police de Gaume un subside pour le paiement du contrat de maintenance des caméras de la phase II;

Considérant que le dossier complet a été communiqué au Directeur financier en date du 09 mai 2023 conformément à l'article L 1124-40 § 1er, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, que celui-ci avait jusqu'à ce jour pour émettre un avis et qu'il n'a pas émis d'avis;

PREND CONNAISSANCE de l'installation de la phase II de caméras de surveillance.

Après en avoir délibéré, *par 12 voix "oui", 0 voix "non" et 9 "abstentions"*,

DECIDE d'octroyer d'un subside annuel à la Zone de Police de Gaume pour le paiement du contrat de maintenance de la phase II des caméras de surveillance.

Le Collège sera chargé de la liquidation de ce subside annuel.

Cette délibération a été adoptée par 12 voix favorables, 0 voix négative et 9 abstentions.

Ont voté positivement :

WAUTHOZ Vincent, GOFFIN Annie, VAN DE WOESTYNE Nathalie, CLAUDOT Alain, BAILLOT Hugues, LEGROS Philippe, ANDRE Virginie, BODY Jean-François, BAUDRY Elodie, YILMAZ Hamza, CLAUDE Marie-Anne et CULOT François.

Se sont abstenus :

LACAVE Denis, CHALON Etienne, GAVROY Christophe, VAN DEN ENDE Annick, MICHEL Sébastien, MULLENS Michel, GILLARDIN André, MASSART Pascal et BALTUS Léopold.

5. RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE POLICE - MODIFICATIONS.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus précisément l'article 119 bis ;

Vu l'Arrêté Royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions communales ;

Vu l'Arrêté royal du 09 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

Vu sa délibération prise en date du 24 janvier 2022 adoptant le règlement de police finalisé de la Zone de Police de Gaume, ainsi que les annexes proposées;

Vu sa délibération prise en date du 23 juin 2022 décidant d'adopter l'annexe d'annexe II – Échafaudage – container – bois - travaux /utilisation de la voie publique modifiée;

Vu sa délibération prise en date du 11 août 2022 décidant de remplacer l'annexe relative aux parc et aires de jeux adoptée en date du 24 janvier 2022;

Vu le courriel du 28 avril 2023 par lequel Madame ..., de la Zone de Police de Gaume, indique: *"A la demande et en concertation avec le fonctionnaire sanctionnateur, Monsieur ..., pourriez-vous solliciter vos instances communales pour l'approbation de trois adaptations d'articles dans le Règlement Général de police?"*

Concernant la verbalisation en matière environnementale : en vertu de l'article 32 du décret du 24 novembre 2021 modifiant le décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale et divers autres décrets, l'article 183 du Règlement Général de police adopté en conseil communal le ... est remplacé par :

Article 183 - De la transaction

Conformément à l'article D.173 du Code de l'Environnement, pour toute infraction à l'une des législations visées à l'article D.138 du Code de l'environnement, et pour autant que le fait n'ait pas causé de dommage immédiat à autrui, une transaction peut être proposée au contrevenant par le fonctionnaire sanctionnateur saisi de poursuites administratives et ce, avant l'intentement desdites poursuites.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut en outre imposer au contrevenant la remise en état.

l'article 183bis est ajouté au Règlement Général de police adopté en conseil communal le ...,

Articles 183 bis De la perception immédiate

Conformément à l'article D.174 du Code de l'environnement, lors de la constatation de l'une des infractions visées au §4 de ce même article, une perception immédiate peut être proposée au contrevenant par l'agent constatateur pour autant que le fait n'ait causé aucun dommage immédiat à autrui. 54

Cette proposition est formulée dans le procès-verbal dont la copie est adressée au contrevenant conformément à l'article D.166 du Code de l'environnement.

Outre la proposition d'une perception immédiate, l'agent constatateur peut imposer au contrevenant la remise en état. Dans ce cas, il peut prononcer des mesures d'atténuation et de suppression des nuisances ou des risques pour la population, pour l'environnement ou pour le bien-être animal, ou des mesures transitoires à l'accomplissement de la remise en état."

- **Concernant la mendicité :**

Suite au mail transmis le 5 avril 2023 aux communes de la zone par Monsieur ... de l'Institut Fédéral des Droits Humains mettant en exergue l'illégalité au regard de la jurisprudence de l'article 38 relatif à la mendicité du Règlement Général de police,

Suite à l'interpellation par le chef de zone, le 1er CDP ..., du fonctionnaire sanctionnateur ... à ce propos en date du 12 avril 2023,

Suite à la réponse de Monsieur ... reçue en date du 13 avril 2023 et transmise à l'ensemble des bourgmestres de la zone, faisant état de la problématique au regard des législations actuelles et demandant la suppression du dernier alinéa de l'article 38 concernant les mineurs d'âge,

Le dernier alinéa de l'article 38 relatif à la mendicité du Règlement Général de police "La mendicité est interdite aux mineurs d'âge" est supprimé."

Considérant qu'il y donc lieu de modifier le règlement de police;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 4 mai 2023 décidant de soumettre à l'adoption du Conseil Communal, les modifications demandées par la Zone de Police de Gaume;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE d'adopter les modifications du règlement de police suivantes:

- l'article 183 du Règlement Général de police est remplacé par :

Article 183 - De la transaction

Conformément à l'article D.173 du Code de l'Environnement, pour toute infraction à l'une des législations visées à l'article D.138 du Code de l'environnement, et pour autant que le fait n'ait pas causé de dommage immédiat à autrui, une transaction peut être proposée au contrevenant par le fonctionnaire sanctionnateur saisi de poursuites administratives et ce, avant l'intentement desdites poursuites.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut en outre imposer au contrevenant la remise en état.

- un article 183bis est ajouté au Règlement Général de police:

Articles 183 bis De la perception immédiate

Conformément à l'article D.174 du Code de l'environnement, lors de la constatation de l'une des infractions visées au §4 de ce même article, une perception immédiate peut être proposée au contrevenant par l'agent constatateur pour autant que le fait n'ait causé aucun dommage immédiat à autrui. 54

Cette proposition est formulée dans le procès-verbal dont la copie est adressée au contrevenant conformément à l'article D.166 du Code de l'environnement.

- Le dernier alinéa de l'article 38 relatif à la mendicité du Règlement Général de police "La mendicité est interdite aux mineurs d'âge" est supprimé.

6. ESPACE MARGUERITE BROUHON - CONTRAT DE LOCATION.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement-redevance relatif à la mise à disposition de l'espace Marguerite Brouhon adopté en date du 26 janvier 2023;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 26 avril 2023 marquant son accord sur le projet de contrat de location de l'espace "Marguerite Brouhon" et précisant que le dossier sera soumis pour adoption au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances;

Considérant qu'il y a lieu d'adopter un contrat pour la location de l'espace "Marguerite Brouhon";

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE d'adopter le contrat de location relatif à l'espace Marguerite Brouhon rédigé comme suit:

Contrat de location **Espace Marguerite Brouhon**

Entre : La Ville de Virton située 19 Rue Charles Magnette à 6760 VIRTON, représentée par M. François CULOT, Bourgmestre et Mme Marthe MODAVE, Directrice Générale ci-après dénommée « le bailleur », d'une part.

et :

Type d'association /représentée

par :

.....

ou

Monsieur/Madame.....

demeurant à /

situé :

.....

Téléphone fixe:

Téléphone portable:.....

ci-après dénommé « le preneur », d'autre part.

II EST CONVENU ET ACCEPTE CE QUI SUIT :

Art. 1 : Objet

La Ville de Virton donne en location l'espace « Espace Marguerite Brouhon » pour la période suivante :

.....
.....

Nature de l'activité: exposition / autre (préciser) :

.....
.....

Art. 2 : Dispositions générales

La gestion de l'espace « Marguerite Brouhon », propriété de la Ville de Virton, est assurée par le service culturel de la Ville. Les manifestations de toute nature ayant lieu dans la salle devront présenter un caractère de bonne tenue et ne pas contrevenir aux bonnes mœurs. Ces manifestations devront avoir un caractère culturel, associatif ou convivial.

Art. 3 : Réservation et caution

La réservation de la salle se fait auprès du service culturel de la Ville au minimum 1 mois avant la date souhaitée.

La réservation de la salle n'est effective qu'à la réception d'un exemplaire du présent contrat et du montant de la caution.

Le montant de la caution est fixée
à

Art. 4 : Etat des lieux

Il sera procédé à un état des lieux conformément à l'article 1730 du Code Civil. Les usagers devront constater l'état des lieux avant et après la mise à disposition de la salle et déclarer à la Ville de Virton toute information jugée utile concernant l'état de la salle. La caution ne peut être rendue avant que l'état des lieux de sortie ne soit réalisé.

Art. 5 : Remise des clés

Les clés permettant l'ouverture de la salle ne seront remises qu'aux responsables désignés et inscrits sur le présent contrat. La reproduction des clés est formellement interdite. Il est interdit de céder les clés à un tiers autre que le preneur.

La remise des clés se fait au plus tôt ... jours avant la location et doivent être remise au service culturel le lendemain de la fin de la location.

Art. 6 : Nettoyage des locaux

Les locaux devront être restitués nettoyés. Les abords extérieurs devront être débarrassés de tous les éventuels papiers, déchets, détritiques, verres, boîtes métalliques.

Les éventuelles poubelles seront impérativement emportées par le preneur.

En cas de remise des locaux non nettoyés, les heures de travail du personnel communal pour la remise en état seront facturées au preneur.

Art. 7: Dégâts

Les organisateurs seront responsables de toutes les destructions, dégradations ou détériorations causées à l'immeuble. Ils se chargeront, en outre, de la police de la salle.

Les dégâts de toute nature sont à signaler, séance tenante, au service culturel. Toute destruction, dégradation ou détérioration sera réparée aux frais du preneur.

La Ville de Virton se réserve le droit d'encaisser la caution si elle juge les dégâts importants.

Art. 8 : Assurance

L'utilisateur devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurance solvable toute police d'assurance pour couvrir sa responsabilité d'organisateur dans le cas où elle serait engagée à la

suite de dégâts des eaux, accidents, ou pour toute autre cause que ce soit, tant vis-à-vis de la Ville de Virton que des tiers, pendant l'exercice, ou à l'occasion ses activités tant à l'extérieur ou à l'intérieur du dit local.

Assurance responsabilité civile souscrite auprès
de:

.....

...

sous le n° de police:

(Attestation annexée au présent contrat)

Art. 9 : Vol et dégradation des biens du locataire

La Ville de Virton dégage sa responsabilité en cas de vol ou dégradation du matériel/des biens propre(s) au preneur.

Art. 10 : Interdictions

Il est formellement interdit, conformément à la loi, de fumer à l'intérieur des locaux, d'introduire ou de consommer à l'intérieur des locaux des produits prohibés ou répréhensibles, de pratiquer des activités répréhensibles et non autorisées par la loi, de sortir le matériel mis à disposition à l'extérieur de la salle, de décorer les locaux par clouage, vissage, perçage, peinture ou collage. Toute assemblée politique est interdite.

Art. 11 : Divers

En quittant les lieux, l'occupant s'assurera de la fermeture de toutes les portes et fenêtres donnant sur l'extérieur, éteindra les lumières.

Le locataire sera tenu pour responsable des nuisances sonores subies par le voisinage au-delà des heures légales.

Le preneur prend l'entière responsabilité des déclarations relatives aux droits d'auteur et prend à sa charge les redevances, taxes et impôts éventuels dus pour la manifestation.

En cas de fraude au présent contrat (activité différente que celle décrite dans la demande de location, débordements...), le montant de la caution sera intégralement retenu pour non-respect du contrat signé et les organisateurs pourraient se voir refuser la salle par le Collège communal pour des réunions ultérieures.

Art. 12 : Sous-location

Toute sous-location, sous quelque forme que ce soit, est strictement interdite.

Fait en deux exemplaires à VIRTON, le

Pour la Ville de Virton

Pour

La Directrice générale

Le Bourgmestre

Le Preneur

M. MODAVE

F. CULOT

.....

7. CONSEIL DE POLICE – ZONE DE GAUME - DÉSIGNATION D'UN CONSEILLER DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et plus précisément l'article 19 qui précise : "

Art. 19. Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de police avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants l'étant dans l'ordre de leur présentation.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu. En cas de parité de voix, l'article 17 est applicable." ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif à l'élection des membres du conseil de police dans chaque conseil communal ;

Vu la circulaire ministérielle du 13 novembre 2018 relative à l'élection et à l'installation des conseillers de police d'une zone de police pluricommunale ;

Vu sa délibération prise en date du 03 décembre 2018 indiquant :

Le bourgmestre déclare que sont élus membres effectifs du conseil de police les personnes ci-après. Leur(s) suppléant(s) est (sont) élu(s) de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation.

<i>Membres effectifs</i>	<i>Suppléants</i>
Mme ANDRE Virginie	1. M. DAY Nicolas
M. BAILLOT Hugues	1. M. DAY Nicolas
M. DAY Nicolas	1. M. THEMELIN Michel
M. PERFRANCESCHI Benoît	
Mme VAN DEN ENDE Annick	1. M. GILLARDIN André 2. M. MICHEL Sébastien

Vu sa délibération prise en date du 27 décembre 2019 acceptant la démission de Monsieur Nicolas DAY de ses fonctions de conseiller communal ;

Considérant que suite à la démission de Monsieur DAY, membre effectif, Monsieur THEMELIN, membre suppléant a pris sa place en tant que membre effectif ;

Vu sa délibération prise en date du 04 mars 2021 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur Michel THEMELIN de ses fonctions de Conseiller communal et d'Echevin.

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu sa délibération prise en date du 26 mai 2021 proclamant élus à titre de représentant de la Ville auprès du Conseil de Police de la zone de Gaume : Monsieur BODY Jean-François comme membre effectif et Madame BAUDRY Elodie comme membre suppléant jusqu'au terme du

mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales;

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en sa séance du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions, ... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville auprès du Conseil de Police à titre de membre effectif ;

Vu l'acte de présentation introduit par le groupe ECOLO+ et réceptionné en date du 12 mai 2023 présentant Monsieur GAVROY Christophe comme membre effectif;

Est proclamé élu à titre de représentant de la Ville auprès du Conseil de Police de la zone de Gaume : Monsieur GAVROY Christophe comme membre effectif jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à la zone de police de Gaume ainsi qu'au Gouverneur de la Province du Luxembourg.

8. INTERCOMMUNALE IDELUX ENVIRONNEMENT - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L 1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales ;

Vu sa délibération prise en date du 25 avril 2019 désignant les représentants de la Ville auprès de l'intercommunale AIVE Valorisation et propreté à savoir :

Pour la majorité:

Pour le groupe politique IC+ :

THEMELIN Michel

BAILLOT Hugues

Pour le groupe politique ECOLO+ :

PERFRANCESCHI Benoît

Pour la minorité

Pour le groupe politique Citoyens :

CHALON Etienne

Pour le groupe politique CDH :

PAILLOT Jean Pierre ;

Vu le courrier daté du 26 septembre 2019 réceptionné le 30 septembre 2019 par lequel Monsieur ..., Secrétaire général et Monsieur ..., Directeur général d'IDELUX, indiquent que des changements apparaissent au sein d'IDELUX avec la création d'IDELUX Environnement et

indiquent que IDELUX Environnement reprend les activités du secteur Valorisation et Propreté et que l'AIVE devient IDELUX eau ;

Vu sa délibération prise en date du 04 mars 2021 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur Michel THEMELIN de ses fonctions de Conseiller communal et d'Echevin.

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 22 avril 2021 décidant à l'unanimité de désigner Madame BAUDRY Elodie en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Environnement jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales le conseiller communal ;

Vu sa délibération prise en date du 30 novembre 2022 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur PAILLOT Jean Pierre de ses fonctions de Conseiller communal.

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 21 décembre 2022 décidant à l'unanimité de désigner Monsieur BALTUS Léopold en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Environnement jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions, ... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville, membre du groupe politique ECOLO +, auprès l'intercommunale IDELUX Environnement ;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :
CLAUDE Marie-Anne;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Madame CLAUDE Marie-Anne en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Environnement jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à l'intercommunale IDELUX Environnement.

9. INTERCOMMUNALE IDELUX DÉVELOPPEMENT - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L 1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales ;

Vu sa délibération prise en date du 25 avril 2019 désignant à l'unanimité les représentants de la Ville auprès de l'intercommunale IDELUX à savoir :

Pour la majorité :

Pour le groupe politique IC+ :

WAUTHOZ Vincent

THEMELIN Michel

Pour le groupe politique ECOLO+ :

PERFRANCESCHI Benoît

Pour la minorité

Pour le groupe politique Citoyens :

VAN DEN ENDE Annick

Pour le groupe politique CDH :

PAILLOT Jean Pierre ;

Vu le courrier daté du 26 septembre 2019 réceptionné le 30 septembre 2019 par lequel Monsieur ..., Secrétaire général et Monsieur ..., Directeur général d'IDELUX, indiquent que des changements apparaissent au sein d'IDELUX avec la création d'IDELUX Environnement et indiquent que IDELUX Environnement reprend les activités du secteur Valorisation et Propreté et que l'AIVE devient IDELUX eau ;

Considérant qu'IDELUX est devenu IDELUX Développement ;

Vu sa délibération prise en date du 04 mars 2021 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur Michel THEMELIN de ses fonctions de Conseiller communal et d'Echevin.

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 22 avril 2021 décidant à l'unanimité de désigner Monsieur BAILLOT Hugues en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale

IDELUX Développement jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales le conseiller communal ;

Vu sa délibération prise en date du 30 novembre 2022 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur PAILLOT Jean Pierre de ses fonctions de Conseiller communal.

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 21 décembre 2022 décidant à l'unanimité de désigner Monsieur BALTUS Léopold en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Développement jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions, ... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville, membre du groupe politique ECOLO+, auprès l'intercommunale IDELUX Développement ;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :
CLAUDE Marie-Anne;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Madame CLAUDE Marie-Anne en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Développement jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à l'intercommunale IDELUX Développement.

10. INTERCOMMUNALE IDELUX FINANCES - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L 1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales ;

Vu sa délibération prise en date du 25 avril 2019 désignant à l'unanimité les représentants de la Ville auprès de l'intercommunale IDELUX Finances à savoir :

Pour la majorité :

Pour le groupe politique IC+ :

WAUTHOZ Vincent

THEMELIN Michel

Pour le groupe politique ECOLO+ :

PERFRANCESCHI Benoît

Pour la minorité :

Pour le groupe politique Citoyens :

MASSART Pascal

Pour le groupe politique CDH

PAILLOT Jean Pierre ;

Vu sa délibération prise en date du 04 mars 2021 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur Michel THEMELIN de ses fonctions de Conseiller communal et d'Echevin.

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 22 avril 2021 décidant à l'unanimité de désigner Monsieur BAILLOT Hugues en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Finances jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales ;

Vu sa délibération prise en date du 30 novembre 2022 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur PAILLOT Jean Pierre de ses fonctions de Conseiller communal.

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 21 décembre 2022 décidant à l'unanimité de désigner Monsieur BALTUS Léopold en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Finances jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions, ... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville, membre du groupe politique ECOLO+, auprès de l'intercommunale IDELUX Finances ;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :
CLAUDE Marie-Anne;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Madame CLAUDE Marie-Anne en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Finances jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à l'intercommunale IDELUX Finances.

11. INTERCOMMUNALE IDELUX EAU - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L 1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales ;

Vu sa délibération prise en date du 25 avril 2019 désignant à l'unanimité les représentants de la Ville auprès de l'intercommunale AIVE à savoir :

Pour la majorité :

Pour le groupe politique IC+ :

WAUTHOZ Vincent

THEMELIN Michel

Pour le groupe politique ECOLO+ :

PERFRANCESCHI Benoît
Pour la minorité :
Pour le groupe politique Citoyens :
CHALON Etienne
Pour le groupe politique CDH :
PAILLOT Jean Pierre ;

Vu le courrier daté du 26 septembre 2019 réceptionné le 30 septembre 2019 par lequel Monsieur ..., Secrétaire général et Monsieur ..., Directeur général d'IDELUX, indiquent que des changements apparaissent au sein d'IDELUX avec la création d'IDELUX Environnement et indiquent que IDELUX Environnement reprend les activités du secteur Valorisation et Propreté et que l'AIVE devient IDELUX eau ;

Vu sa délibération prise en date du 28 octobre 2019 confirmant la désignation des représentants de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX eau ;

Vu sa délibération prise en date du 04 mars 2021 décidant :
Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur Michel THEMELIN de ses fonctions de Conseiller communal et d'Echevin.
Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 22 avril 2021 décidant à l'unanimité de désigner Monsieur BAILLOT Hugues en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Eau jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales le conseiller communal ;

Vu sa délibération prise en date du 30 novembre 2022 décidant :
Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur PAILLOT Jean Pierre de ses fonctions de Conseiller communal.
Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 21 décembre 2022 décidant à l'unanimité de désigner Monsieur BALTUS Léopold en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Eau jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales;

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions, ... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville, membre du groupe politique ECOLO+, auprès l'intercommunale IDELUX EAU ;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :

CLAUDE Marie-Anne;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Madame CLAUDE Marie-Anne en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IDELUX Eau jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à l'intercommunale IDELUX Eau.

12. INTERCOMMUNALE IMIO - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L 1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales

Vu l'article L1523-11 du CDLD relatif à l'assemblée générale qui précise:

"Les délégués des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le conseil communal de chaque commune parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit conseil.

Le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq, parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du conseil communal.

...";

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales;

Vu sa délibération prise en date du 19 septembre 2019 décidant à l'unanimité de désigner en qualité de représentants de la commune aux assemblées générales de l'intercommunale IMIO jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales, les représentants communaux suivants:

Pour la majorité:

Pour le groupe politique IC+:
CLAUDOT Alain
CULOT François
Pour le groupe politique Ecolo+:
PERFRANCESCHI Benoît
Pour la minorité:
Pour le groupe politique Citoyens:
MASSART Pascal
Pour le groupe politique CDH:
MULLENS Michel;

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions.... et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions,... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville du groupe politique ECOLO + auprès de l'intercommunale IMIO ;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :
CLAUDE Marie-Anne;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,
DECIDE à l'unanimité de désigner Madame CLAUDE Marie-Anne en qualité de représentant de la commune auprès de l'intercommunale IMIO jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à l'intercommunale IMIO.

13. SCRL LA TERRIENNE DU LUXEMBOURG – DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Vu sa délibération prise en date du 21 mars 2019 décidant à l'unanimité de désigner en qualité de représentants de la commune auprès de la SCRL La Terrienne du Luxembourg jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales les conseillers :

- BAILLOT Hugues
- PERFRANCESCHI Benoît
- THEMELIN Michel ;

Vu sa délibération prise en date du 04 mars 2021 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur Michel THEMELIN de ses fonctions de Conseiller communal et d'Echevin ;

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 22 avril 2021 décidant l'unanimité de désigner Monsieur LEGROS Philippe en qualité de représentant de la commune auprès de la SCRL La Terrienne du Luxembourg jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales;

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2022 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions.... et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des intercommunales, asbl, commissions,.... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville du groupe politique ECOLO + auprès de la SCRL La Terrienne du Luxembourg ;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :

CLAUDE Marie-Anne;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Madame CLAUDE Marie-Anne en qualité de représentant de la commune auprès de la SCRL La Terrienne du Luxembourg jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à la SCRL La Terrienne du Luxembourg.

14. PLAN DE COHÉSION SOCIALE - COMMISSION D'ACCOMPAGNEMENT - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la communauté française ;

Vu sa délibération prise en date du 27 mai 2020 décidant à l'unanimité de désigner les membres suivants comme représentants de la Ville auprès de la commission d'accompagnement du plan de cohésion sociale jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales :

pour la majorité :

- VAN DE WOESTYNE Nathalie
- BODY Jean-François
- GOFFIN Annie
- PERFRANCESCHI Benoît

pour la minorité :

- pour le groupe politique Citoyens :
 - VAN DEN ENDE Annick
- pour le groupe politique CDH :
 - PAILLOT Jean-Pierre ;

Vu sa délibération prise en date du 30 novembre 2022 décidant d'accepter la démission de Monsieur PAILLOT Jean-Pierre de ses fonctions de Conseiller communal ;

Vu sa délibération prise en date du 26 janvier 2023 décidant à l'unanimité de désigner Monsieur Denis LACAVE en qualité de représentant de la commune auprès du plan de cohésion sociale jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales;

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à la désignation d'un nouveau représentant de la Ville du groupe Les Engagés - anciennement CDH auprès de la commission d'accompagnement du plan de cohésion sociale

et décidant de soumettre le présent dossier au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville du groupe ECOLO+ auprès de la commission d'accompagnement du plan de cohésion sociale ;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :
CLAUDE Marie-Anne;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Madame CLAUDE Marie-Anne en qualité de représentant de la commune auprès du plan de cohésion sociale jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

15. PISCINE – RÉGIE COMMUNALE AUTONOME - DÉSIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les statuts de la régie communale autonome adoptés par le Conseil communal en date du 27 décembre 2018 et approuvés par arrêté du 06 février 2019 de la Ministre des Pouvoirs locaux, du logement et des infrastructures sportives ;

Vu sa délibération prise en date du 25 avril 2019 décidant à l'unanimité de désigner en qualité de représentants de la commune auprès de la régie communale autonome, jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales :

- Pour le groupe politique IC+ :
 - THEMELIN Michel
 - CLAUDOT Alain
 - BAILLOT Hugues
 - ANDRE Virginie
- Pour le groupe politique Citoyens :
 - FELLER Didier

- MASSART Pascal
- Pour le groupe politique CDH :
 - MULLENS Michel
- Pour le groupe politique ECOLO+ :
 - PERFRANCESCHI Benoît ;

Vu sa délibération prise en date du 04 mars 2021 décidant :

Article 1 : d'accepter la démission de Monsieur Michel THEMELIN de ses fonctions de Conseiller communal et d'Echevin.

Article 2 : de transmettre la présente décision à l'intéressé conformément à l'article L1122-9 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 22 avril 2021 décidant à l'unanimité de désigner en qualité de représentant de la commune auprès de la régie communale autonome, jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales :

Pour le groupe politique IC + : BAUDRY Elodie ;

Vu sa délibération prise en date du 02 décembre 2021 décidant d'accepter la démission de Monsieur Didier FELLER de ses fonctions de conseiller communal ;

Vu sa délibération prise en date du 24 janvier 2022 décidant à l'unanimité de désigner en qualité de représentant de la commune auprès de la régie communale autonome jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales,

- pour le groupe politique Citoyens : Monsieur Hamza YILMAZ;

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des commissions, conseils énoncés ci-dessus et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des commissions, conseils, ... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la Ville, conseiller communal, pour le groupe ECOLO+;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :

GAVROY Christophe;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Monsieur Christophe Gavroy en qualité de représentant de la commune auprès de la régie communale autonome jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à la régie communale autonome.

Madame Annie GOFFIN, Echevine, se retire.

16. SC LA MAISON VIRTONAISE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu le courrier daté du 27 mars 2019 réceptionné le 28 mars 2019 par lequel Monsieur ..., Directeur-gérant, et Madame ..., présidente, pour la SC "La Maison Virtonaise" porte à notre connaissance le résultat du calcul de la clé d'Hondt issu du scrutin des élections communales et provinciales de 2018 et que suivant l'article 22 de leurs statuts et en application de la décision de leur Conseil d'Administration du 25 mars dernier, le nombre d'Administrateurs communaux est fixé à 10 suivant la répartition des groupes politiques comme suit:

- ECOLO: 1 administrateur
- PS: 3 administrateurs
- MR: 3 administrateurs
- CDH: 3 administrateurs;

Vu sa délibération prise en date du 22 mai 2019 décidant de désigner à l'unanimité Monsieur PERFRANCESCHI en qualité de représentant de la Commune auprès du Conseil d'administration de la SC "La Maison Virtonaise".

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des commissions, conseils énoncés ci-dessus et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des commissions, conseils, ... au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Vu le courrier daté du 10 mai 2023 par lequel la S.C "La Maison Virtonaise" indique: "Vous voudrez bien nous faire parvenir une prochaine délibération du Conseil Communal proposant un nouvel Administrateur dans le respect de la clé d'Hondt; ce mandat revenant à un(e) candidat(e) apparenté(e) au parti ECOLO.";

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la Ville, conseiller communal, pour le groupe ECOLO+;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :
LEROUX Pierre;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir, le candidat n'étant pas conseiller communal mais s'est présenté sur la liste du groupe politique ECOLO+ lors des dernières élections ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Monsieur LEROUX Pierre en qualité de représentant de la commune auprès de la SC "La Maison Virtonaise" jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à la SC "La Maison Virtonaise".

Madame Annie Goffin, Echevine, reprend siège.

17. ASBL MAISON DU PAIN - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation:

Vu le courriel du 7 mars 2019 par lequel Madame ..., Directrice de la Maison du Pain, transmet les informations suivantes:

- il faut désigner 2 représentants
- il n'y a pas besoin de clef de répartition
- le délégué de la Ville peut être Conseiller communal ou membre du Conseil de l'Aide Sociale
- un représentant sera membre de l'Assemblée Générale et un sera membre du Conseil d'Administration;

Vu sa délibération prise en date du 25 avril 2019 décidant de désigner Madame Inès CLAUDOT et Monsieur Nicolas SCHILTZ en qualité de représentants de la commune auprès de l'asbl Maison du Pain jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales:

Vu les délibérations prises par le Conseil Communal en date du 26 janvier 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur SCHILTZ Nicolas en sa qualité de président du CPAS et de conseiller de l'action sociale;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 26 avril 2023 décidant de proposer la désignation d'un nouveau représentant de la Ville auprès de l'asbl Maison du Pain au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un nouveau représentant de la Ville auprès de l'asbl Maison du Pain

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :
BRUYERE Jean;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Monsieur BRUYERE Jean en qualité de représentant de la commune auprès de l'asbl Maison du Pain jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais à l'asbl Maison du Pain.

18. COMITÉ DE SECTEUR - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu sa délibération prise en date du 25 avril 2019 décidant à l'unanimité de désigner en qualité de représentants de la commune auprès du comité de secteur, jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales :

- Pour le groupe politique IC+ :
 - WAUTHOZ Vincent
 - THEMELIN Michel
 - CLAUDOT Alain
 - DAY Nicolas
- Pour le groupe politique Citoyens :
 - FELLER Didier

- MASSART Pascal
- Pour le groupe politique CDH :
 - MULLENS Michel
- Pour le groupe politique ECOLO+ :
 - PERFRANCESCHI Benoît ;

Vu sa délibération prise en date du 08 août 2019 désignant Madame ANDRE Virginie en qualité de représentante de la commune auprès du comité de secteur, en lieu et place de Monsieur DAY Nicolas, jusqu'au terme du mandat du Conseil Communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales ;

Vu sa délibération prise en date du 04 mars 2021 décidant d'accepter la démission de Monsieur Michel THEMELIN de ses fonctions de Conseiller communal et d'Echevin ;

Vu sa délibération prise en date du 22 avril 2021 décidant à l'unanimité de désigner en qualité de représentant de la commune auprès du comité de secteur, jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales :

Pour le groupe politique IC + : BAUDRY Elodie ;

Vu sa délibération prise en date du 02 décembre 2021 décidant d'accepter la démission de Monsieur Didier FELLER de ses fonctions de Conseiller communal ;

Vu sa délibération prise en date du 24 janvier 2022 décidant à l'unanimité de désigner en qualité de représentant de la commune auprès du comité de secteur jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales,

- pour le groupe politique Citoyens : Monsieur Hamza YILMAZ;

Vu sa délibération prise en date du 11 mai 2023 décidant d'accepter la démission de Monsieur PERFRANCESCHI Benoît de ses fonctions de conseiller communal;

Vu la délibération prise par le Collège Communal en date du 12 mai 2023 prenant acte qu'il y a lieu de procéder à de nouvelles désignations de représentants de la Ville auprès des commissions, conseils énoncés ci-dessus et décidant de soumettre les dossiers relatifs à la désignation des représentants de la Ville auprès des commissions, conseils, au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la Ville, conseiller communal, pour le groupe politique ECOLO+;

Vu la candidature parvenue à l'administration, à savoir :
GAVROY Christophe ;

Considérant que la candidature réceptionnée à l'administration correspond au mandat à pourvoir ;

Considérant que conformément à l'article L1122-27, alinéa 4, la présentation de candidats à un mandat doit se faire à scrutin secret ;

Considérant que cette disposition est rappelée en séance après avis auprès de la Directrice Générale ;

Considérant qu'il s'agit d'une formalité substantielle à peine de nullité;

Considérant que toutefois notre assemblée, à l'unanimité, DECIDE de ne pas procéder à la désignation à scrutin secret;

En conséquence,

DECIDE à l'unanimité de désigner Monsieur Christophe GAVROY en qualité de représentant de la commune auprès du comité de secteur jusqu'au terme du mandat du Conseil communal et au plus tard l'installation de l'assemblée communale qui sera issue des prochaines élections communales.

La présente délibération sera transmise dans les meilleurs délais au comité de secteur.

19. LA TERRIENNE DU CRÉDIT SOCIAL S.C. - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE LE 09 JUIN 2023.

LE CONSEIL,

PREND connaissance de l'invitation à participer à l'Assemblée Générale Ordinaire de la Terrienne du Crédit Social S.C. qui aura lieu le vendredi 09 juin 2023 à 19h00, à la salle La Source, place Toucrée, 6 à 6900 Marche-en-Famenne ;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

Les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire du 09 juin prochain, à savoir:

1. Rapport du Conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 2022 comprenant les comptes annuels et le rapport de gestion ;
2. Présentation des comptes annuels, lecture et approbation du rapport de gestion sur l'exercice 2022 ;
3. Commentaires et rapport du Commissaire-Réviseur ;
4. Approbation des comptes annuels au 31/12/2022 ;
5. Affectation du résultat ;
6. Décharge à donner aux Administrateurs ;
7. Décharge à donner au Commissaire, la S.R.L. KNAEPEN & LAFONTAINE ;
8. Agrément Région wallonne ;
9. Organe de gestion : nomination d'un Administrateur représentant la Région wallonne : ...

sont approuvés tels que présentés.

20. ORES ASSETS - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 15 JUIN 2023.

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale ORES Assets ;

Vu la convocation adressée par courriel le 11 mai 2023 par l'Association Intercommunale ORES Assets en vue de participer à l'Assemblée Générale qui aura lieu le 15 juin 2023 à 10 heures 30 au cinéma IMAGIX, Boulevard André Delvaux, 1 à 7000 Mons ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et spécialement les articles L1122-19 et L1122-20 relatifs aux réunions et délibérations des Conseil communaux et l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Vu les articles L1523-11 à L1523-14 du même code relatif aux Assemblées générales des intercommunales ;

Vu les statuts de l'Intercommunale ORES Assets ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que pour être prise en compte dans les quorums de présence et de vote, la simple transmission de la délibération ne suffit pas à rapporter la proportion des votes intervenus au sein du conseil communal ; au moins un des cinq délégués à l'assemblée générale devra être présent à la réunion ;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée, à savoir :

1. Rapport annuel 2022, en ce compris le rapport de rémunération ;
2. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022 :
 - Présentation des comptes, du rapport de gestion, des règles d'évaluation y afférentes ainsi que du rapport de prises de participation ;
 - Présentation du rapport du réviseur ;
 - Approbation des comptes statutaires d'ORES Assets arrêtés au 31 décembre 2022 et de l'affectation du résultat ;
3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat pour l'année 2022 ;
4. Décharge au réviseur pour l'exercice de son mandat pour l'année 2022 ;
5. Nominations statutaires ;

Considérant que la commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'Intercommunale ;

Considérant dans cet esprit, qu'il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE :

D'APPROUVER les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 15 juin 2023 à savoir :

1. Rapport annuel 2022, en ce compris le rapport de rémunération ;
2. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022 ;

- Présentation des comptes, du rapport de gestion, des règles d'évaluation y afférentes ainsi que du rapport de prises de participation ;
- Présentation du rapport du réviseur ;
- Approbation des comptes statutaires d'ORES Assets arrêtés au 31 décembre 2022 et de l'affectation du résultat ;
- 3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat pour l'année 2022 ;
- 4. Décharge au réviseur pour l'exercice de son mandat pour l'année 2022 ;
- 5. Nominations statutaires ;

DE CHARGER le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

DE CHARGER ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée.

21. INTERCOMMUNALE SOFILUX - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE LE 20 JUIN 2023.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu les statuts de l'Intercommunale SOFILUX ;

Considérant que la commune a été convoquée par courriel le 15 mai 2023 à participer à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 20 juin 2023 à 18H00' à l'Amandier, avenue de Bouillon, 70 à 6800 LIBRAMONT ;

Vu les documents de travail annexés à la sudiste convocation, relatifs aux différents points inscrits à l'ordre du jour ;

Considérant que les délégués des Communes associés à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des Conseils et Collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que le conseil communal doit se prononcer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire du 20 juin 2023 ;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE:

1. D'APPROUVER les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2023, à savoir:
 1. Rapport de gestion, rapport du Commissaire aux comptes ;

2. Bilan et compte de résultats arrêtés au 31 décembre 2022, annexe et répartition bénéficiaire ;
3. Rapport du Comité de rémunération ;
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat en 2022 ;
5. Décharge à donner au commissaire aux comptes pour l'exercice de son mandat en 2022 ;
6. Passage du GIE en société coopérative regroupant les IPFW (NEOWAL).

2. De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

22. MISE À DISPOSITION DU CHAMP DE FOIRE À ETHE AUX CORALPINS GAUMAIS, LES 27 ET 28 MAI 2023 - ACCORD SUR LES MODALITÉS DE LOCATION.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD), notamment son article L1122-30 ;

Vu le courrier de Monsieur ..., représentant des Coralpins Gaumais, et de Monsieur ..., représentant du Rotary Club de Virton, daté au 11 juillet 2021 et sollicitant l'accord de la Ville pour organiser un week-end festif rassemblant plus de 100 sonneurs de cor alpin venus de France, d'Allemagne, de Suisse et d'Italie sur le terrain communal dénommé "Champ de Foire" situé à ETHE;

Vu le dossier sécurité daté du 04 avril 2023 ;

Vu les cartes reprenant le positionnement de chaque poste et informant de l'objet de l'occupation du champ de Foire à savoir le montage d'un chapiteau, l'organisation d'un parking pour les participants (voitures et bus), le placement de toilettes, l'emplacement du service traiteur;

Vu la délibération prise par le Collège communal en date du 4 mai 2023 décidant de proposer au Conseil communal lors de l'une de ses prochaines séances de marquer son accord sur la mise à disposition du champ de foire à Ethe, sis dans la vallée de Rabais et cadastré Virton, 2e Div ETHE, Sn C N°1191A et 1191B, aux "CORALPINS GAUMAIS" les 27 et 28 mai 2023 pour l'organisation de leur week-end festif réunissant une centaine de sonneurs de cor alpin, pour un montant de 350 euros et d'informer l'organisateur qu'il n'y aura pas de coffret électrique disponible, mais uniquement l'accès à l'eau;

Considérant que l'évènement se déroulera sur deux jours, le samedi 27 mai et le dimanche 28 mai 2023;

Considérant que la manifestation est à caractère culturel;

Considérant que la Ville occupe une partie du terrain;

Après avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE de marquer son accord sur la mise à disposition du champ de foire à Ethe, sis dans la vallée de Rabais et cadastré Virton, 2e Div ETHE, Sn C N°1191A et 1191B, aux "CORALPINS

GAUMAIS" les 27 et 28 mai 2023 pour l'organisation de leur week-end festif réunissant une centaine de sonneurs de cor alpin, pour un montant de 350 euros.

Les lieux devront être nettoyés et remis dans leur état initial après la manifestation.

23. MISE À DISPOSITION À TITRE GRATUIT DE LA SALLE DU CONSEIL COMMUNAL, LE MARDI 30 MAI 2023 - DEMANDE DU SERVICE PUBLIC DE WALLONIE.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1123-23 ;

Vu les courriels datés au 7 février 2023 et au 21 avril 2023 par lesquels le SPW Territoire logement patrimoine énergie sollicite la mise à disposition de la salle du Conseil le mardi 30 mai 2023, entre 17 et 22 heures dans le cadre d'une enquête publique relative au schéma de développement territorial;

Considérant que cette mise à disposition permettrait au SPW Territoire logement patrimoine énergie d'organiser une enquête publique relative au schéma de développement territorial sur la Commune, à proximité des citoyens;

Considérant que la salle du Conseil communal est disponible le mardi 30 mai de 17h à 22h;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

MARQUE SON ACCORD sur la mise à disposition à titre gratuit de la salle du Conseil au Service Public de Wallonie Territoire logement patrimoine énergie le mardi 30 mai 2023, entre 17 heures et 22 heures.

24. MISE À DISPOSITION DE 5 ARES PRIS SUR LA PARCELLE CADASTRÉE VIRTON, 1E DIV, SN B N° 604 F POUR LA CRÉATION D'UN PARKING PAR L'ASBL " LE FOURNEAU DAVID- LES IRIS".

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation notamment l'article L1123-23 relatif aux attributions du Collège communal ;

Vu la circulaire ministérielle du 23 février 2016 relative aux opérations immobilières des pouvoirs locaux ;

Vu le procès-verbal de réunion de la Commission consultative d'aménagement du territoire et de la mobilité en date du 28 janvier 2020 émettant un avis positif sur le projet de bâtiment des IRIS à condition de compenser la suppression des parkings existants par l'acquisition d'une partie de la parcelle arrière appartenant à la commune (parcelle cadastrée VIRTON/Div1/section B n°604F) pour y construire d'autres places de parking ;

Vu la délibération prise par le Collège communal en date du 16 avril 2020 concernant l'octroi du permis d'urbanisme aux IRIS et prévoyant, à l'article 2 point 5, le développement d'une zone de parking sur la parcelle communale ;

Vu la délibération prise par le Collège communal en date du 7 juillet 2022 décidant de solliciter Monsieur ... d'ARPENLUX pour expertiser une partie de la parcelle cadastrée VIRTON 1e DIV, Sn B N°604F d'une contenance de 4 a 8 ca;

Vu le rapport d'expertise de la Société ARPENLUX reçu en date du 27 janvier 2023, relevant la contenance de la partie de parcelle à extraire de la parcelle n°604F à 5 ares et estimant la valeur vénale de celle-ci à six mille euros zéro cent (6000,00 €);

Vu la délibération du Collège communal prise en date du 2 février 2023, marquant son accord de principe pour la mise à disposition d'une partie de la parcelle n°604F, d'une surface de 5 ares, à l'asbl "Fourneau David - les IRIS", pour la réalisation d'un parking;

Vu la délibération prise par le Collège communal en date du 20 avril 2023 décidant d'autoriser sans reconnaissance d'aucun autre droit, l'Asbl "Le Fourneau David - les IRIS", demeurant Avenue Bouvier 68 à 6760 Virton, à aménager, à ses frais, un parking tel que repris sur le plan V1 annexé à la demande (et approuvé par la Ville), situé à l'arrière de leur bâtiment sur une partie de terrain communal d'une surface approximative de 5 ares et cadastrée VIRTON, 1e DIV, Sn B, N°604F, sous les conditions suivantes:

- la gestion quotidienne (petit entretien et nettoyage) sera réalisée par l'Asbl "Le Fourneau David - les IRIS",
- l'accès au parking devra rester public,
- le revêtement du sol devra être perméable, de ton tirant vers le jaune et les plantations prévues au plan V1 fourni par l'asbl devront être réalisées par elle dès la première période favorable à leur reprise ;

Vu le plan du parking V1 actualisé fourni par la société COSEP reprenant les différents éléments imposés par le Collège, à savoir un revêtement perméable de couleur jaune et des plantations d'arbres et de haies;

Considérant que la construction d'un parking de 19 places tel que le conçoit les Iris ne compromet pas l'aménagement du terrain Uytter Elst comme le prévoit le plan de Rénovation Urbaine (le plan de rénovation urbaine est arrivé à échéance le 15 mars 2022) ;

Considérant que la Ville de Virton a accepté le permis d'urbanisme des Iris selon les conditions de la CCATM et donc avec la construction d'un parking pour les Iris ;

Considérant que cet espace doit rester un parking public;

Considérant que l'Asbl "Le Fourneau David- Les Iris" demeure Faubourg d'Arival, 17 6760 Virton et non à l'Avenue Bouvier 68 comme mentionné dans la délibération du Collège Communal du 20 avril 2023;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE de mettre à disposition une partie de la parcelle n°604F, d'une surface de 5 ares, à l'asbl "Fourneau David - les IRIS", pour la réalisation d'un parking comme le prévoit le permis d'urbanisme à l'article 2 point 5 délivré par la Ville de Virton le 16 avril 2020.

AUTORISE, sans reconnaissance d'aucun autre droit, l'Asbl "Le Fourneau David - les IRIS", demeurant Faubourg d'Arival 17 à 6760 Virton, à aménager, à ses frais, un parking tel que repris sur le plan V1 annexé à la demande (et approuvé par la Ville), situé à l'arrière de leur bâtiment sur une partie de terrain communal d'une surface approximative de 5 ares et cadastrée VIRTON, 1e DIV, Sn B, N°604F, sous les conditions suivantes:

- la gestion quotidienne (petit entretien et nettoyage) sera réalisée par l'Asbl "Le Fourneau David - les IRIS",
- l'accès au parking devra rester public,
- le revêtement du sol devra être perméable, de ton tirant vers le jaune et les plantations prévues au plan V1 fourni par l'Asbl devront être réalisées par elle dès la première période favorable à leur reprise.

25. RÈGLEMENT COMMUNAL RELATIF AUX MODALITÉS DE RACCORDEMENT À L'ÉGOUT.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 27 mai 2004 adopté par le Conseil régional wallon relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, ainsi que ses modifications ultérieures et ses arrêtés d'exécution;

Vu les articles D. 220 et R.277 §2 du livre II du Code de l'Environnement ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 135 par. 2 et 119, alinéa 1 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L.1122-30 ;

Vu le Code de l'Environnement, en la partie VIII de la partie décrétable du Livre Ier ;

Vu l'ordonnance de police administrative générale relative à la collecte et à l'évacuation des eaux urbaines résiduaires du 25 juin 1999 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes, qui complètent les articles R.274 et suivants du livre II du Code de l'Environnement (Code de l'eau);

Vu la décision prise par le Collège communal en date du 13 avril 2023 marquant son accord sur le projet de règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout et ses annexes et précisant que le dossier sera soumis au Conseil Communal lors de l'une de ses prochaines séances;

Vu les différentes annexes à adopter;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

ORDONNE : L'ordonnance de police administrative générale relative à la collecte et à l'évacuation des eaux urbaines résiduaires du 25 juin 1999 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes, qui complètent les articles R.274 et suivants du livre II du Code de l'Environnement (Code de l'eau).

DECIDE d'adopter le règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout et ses annexes, libellé comme suit:

Règlement communal relatif aux modalités de raccordement à l'égout

I. Portée du règlement communal

Article 1. Le présent règlement vise à édicter les modalités de raccordement à l'égout et aux voies artificielles d'écoulement constituées de canalisations ainsi que les modalités d'entretien de ces raccordements.

Pour la suite du document, il faut entendre par « canalisation », les égouts et autres voies artificielles d'écoulement constituées de canalisations gérés par la commune. Les collecteurs gérés par IDELUX Eau ne relèvent pas du présent règlement.

II. Règles générales

Article 2. Chaque nouvel immeuble doit être raccordé en un seul point à la canalisation. Il en va de même pour toute modification d'un raccordement existant.

III. Autorisation de raccordement

Article 3. Tout raccordement ou modification de raccordement existant doit faire l'objet d'une autorisation préalable écrite du Collège communal. La demande est adressée, par écrit, à l'Administration communale.

Article 4. Le Collège communal se réserve le droit de conditionner le raccordement à la canalisation.

Article 5. En cas de raccordement à une canalisation existante sous voirie et dans l'hypothèse où la commune n'est pas gestionnaire de la voirie à ouvrir, le demandeur sollicite une autorisation auprès du gestionnaire de la voirie et respecte les impositions de celui-ci.

IV. Travaux de raccordement

Article 6. Chaque raccordement doit être effectué conformément aux dispositions prévues dans le Code de l'eau et aux modalités techniques prévues dans l'autorisation de raccordement délivrée par le Collège communal.

Le regard de visite est soit implanté sur le domaine privé, le plus près possible de la limite de la propriété avec le domaine public, soit placé sur le domaine public moyennant autorisation. Il doit être maintenu en tout temps accessible pour le contrôle de la quantité et de la qualité des eaux déversées.

Article 7. En cas de pose d'un nouvel égout, le raccordement particulier sur le domaine public est réalisé dans le cadre des travaux d'égouttage.

Les travaux de raccordement sur domaine public sont pris en charge dans le cadre des travaux d'égouttage.

Le propriétaire de l'habitation doit réaliser à ses frais les travaux nécessaires pour amener ses eaux au point de jonction avec le raccordement réalisé sur le domaine public.

Article 8. En cas de raccordement à une canalisation existante, le demandeur est tenu de déposer un cautionnement fixé par la Commune à un forfait de 500 euros, garantissant la bonne exécution des travaux sur le domaine public.

Les modalités de dépôt et de libération du cautionnement sont les suivantes :

Le demandeur est tenu de déposer un cautionnement de 500 euros garantissant la bonne fin des travaux.

La preuve de cautionnement est transmise à l'administration communale préalablement à la délivrance de l'autorisation. Le cautionnement sera libéré à l'expiration du délai de garantie fixé au § 6 du présent article 8.

Les modalités de dépôt fixées par le Conseil Communal sont les suivantes : entre la délivrance de l'autorisation et le début des travaux, le cautionnement sera versé sur le compte n° ... bloqué au nom de la commune.

Les obligations suivantes incombent au titulaire de l'autorisation :

§ 1er. Le titulaire informe par écrit la commune – et plus particulièrement le service technique (travaux@virton.be) - de la date de commencement des travaux au moins 10 jours ouvrables avant celle-ci. Les travaux sont exécutés promptement et sans désemparer de manière à ne pas interrompre la circulation des usagers, ni à entraver l'écoulement des eaux. Pendant toute la durée des travaux, une signalisation de chantier est mise en place conformément aux prescriptions des services de police ; à cette fin, le demandeur est tenu de solliciter un arrêté de police préalablement à l'ouverture de chantier (virton@virton.be)

§ 2. Avant tous travaux, il appartient au titulaire de s'informer auprès des divers concessionnaires (eau, gaz, électricité, téléphone, ...) de la position de leurs conduites enterrées, de leurs câbles et de leurs impositions.

§ 3. Le titulaire reste seul responsable des dégradations que les travaux de raccordement pourraient occasionner aux installations publiques ou privées. Il est notamment garant de toute indemnisation des tiers en cas d'accident survenu sur la voirie du fait des travaux. Il a également la charge exclusive de réparer les dégradations consécutives à l'exécution des travaux ou à l'existence du raccordement.

§ 4. Le percement de la canalisation s'effectue en présence d'un délégué de la Commune.

§ 5. La bonne exécution du raccordement est vérifiée par un délégué de la Commune. Aucun remblayage ne peut intervenir sans accord écrit préalable dudit délégué. La Commune se réserve le droit de rouvrir ou de demander un visionnage par caméra aux frais du titulaire, les tranchées pour vérifier l'état du raccordement lorsque celui-ci n'a pas été effectué en présence du délégué communal.

Si les travaux ne sont pas réalisés de façon conforme aux clauses techniques (voir annexes) reprises dans l'autorisation, le titulaire est mis en demeure, par lettre recommandée, de remédier à cette malfaçon à ses frais dans un délai de 15 jours calendrier à dater de la réception de cette lettre.

§ 6. Le titulaire de l'autorisation est tenu pour responsable de toutes les malfaçons liées au raccordement qui apparaîtraient pendant une durée de cinq ans à dater de la réception des travaux par le collège communal.

V. Entretien du raccordement à la canalisation

Article 9. Le raccordement particulier, y compris la partie sous le domaine public, sera entretenu par le particulier, à ses frais exclusifs. Il aura notamment à sa charge le curage de la conduite du raccordement particulier aussi souvent que nécessaire, voire son remplacement en cas de dégâts importants.

VI. Modalités de contrôle et sanctions

Article 10. A la première demande écrite de l'Administration communale, le propriétaire d'une habitation est tenu de fournir la preuve du raccordement de celle-ci à l'égout et ce, dans un délai d'un mois. A défaut, il sera tenu d'introduire une demande de raccordement à l'égout et d'effectuer, le cas échéant, les travaux de raccordement.

Article 11. A l'exclusion des infractions établies par le Code de l'Eau, les infractions au présent règlement sont passibles d'une sanction administrative communale en application de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

VII. Dispositions finales

Article 12. Toutes les clauses contenues dans le présent règlement sont exécutoires par tout propriétaire d'habitation situé sur le territoire communal et par ses ayants-droits.

Article 13. Le collège communal reste compétent pour octroyer des dérogations lorsque les conditions pour le raccordement visé à l'article 2 ne peuvent être respectées en raison de difficultés techniques particulières.

Article 14. Le collège communal est chargé du règlement des cas non prévus par le présent règlement et ce, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

26. TRAVAUX FORESTIERS DE PLANTATIONS 2023 - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.

Monsieur le Bourgmestre se retire en cours de discussion. La présidence est assurée par Monsieur Vincent Wauthoz, 1^{er} Echevin.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu sa délibération prise en date du 09 mars 2023 décidant d'approuver le devis SN/913/12/2023 établi par Monsieur ..., Chef de cantonnement des Eaux et Forêts de Virton, à la somme de 134.115,65 € ;

Vu le cahier des charges N° 2023-651 relatif au marché "Travaux forestiers de plantations 2023" établi par la Ville de Virton ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (LIEU DIT "PLEIN FAYS"), estimé à 4.395,99 € hors TVA ou 4.659,75 €, 6% TVA comprise ;

* Lot 2 (LIEU DIT "ORVILLERS"), estimé à 8.882,26 € hors TVA ou 9.415,20 €, 6% TVA comprise ;

* Lot 3 (LIEU DIT "BOURRIQUERESSE"), estimé à 5.358,49 € hors TVA ou 5.680,00 €, 6% TVA comprise ;

* Lot 4 (LIEU DIT "BONLIEU"), estimé à 8.467,83 € hors TVA ou 8.975,90 €, 6% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 27.104,57 € hors TVA ou 28.730,85 €, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 640/124-06, que l'engagement sera créé sur l'exercice 2023 et sera reporté sur les années suivantes jusqu'à la fin des travaux ;

Considérant que le dossier complet a été communiqué au Directeur Financier en date du 25 avril 2023 conformément à l'article L-1124-40, §1^{er}, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, que celui-ci avait jusqu'au 10 mai 2023 pour émettre un avis et qu'à ce jour celui-ci n'a pas émis d'avis;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE :

D'approuver le cahier des charges N° 2023-651 et le montant estimé du marché "Travaux forestiers de plantations 2023", établis par la Ville de Virton. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 27.104,57 € hors TVA ou 28.730,85 €, 6% TVA comprise.

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article 640/124-06. L'engagement sera créé sur l'exercice 2023 et sera reporté sur les années suivantes jusqu'à la fin des travaux.

27. ACCUEIL DES ENFANTS DURANT LEUR TEMPS LIBRE - FORMATIONS CONTINUES 2023 - CONTRAT D'INTERVENTION AVEC L'ISPPC - APPROBATION.

Monsieur le Bourgmestre reprend siège en cours de discussion et reprend la présidence.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 ;

Vu le Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié le 26 mars 2009 et notamment l'article 20 ;

Vu la délibération prise par le Collège communal en date du 16 mars 2023 relative à l'organisation de 3 journées de formations continues les 23 mai, 13 et 22 juin 2023 pour les accueillant(e)s extrascolaires;

Vu le contrat d'intervention à conclure avec l'ISPPC ;

Considérant la nécessité de mettre en place des formations continues pour le personnel des accueils extrascolaires situés sur le territoire communal, au regard du décret ATL susmentionné ;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE d'approuver le contrat d'intervention avec l'ISPPC pour l'organisation des 3 jours de formation des 23 mai, 13 et 22 juin 2023, libellé comme suit :

Entre

L'ISPPC scrl agissant pour son secteur de la Cité de l'Enfance - Pôle Enfance et Formations - Service Formations et Ressources, sise à Montigny-le-Tilleul, représentée par ..., Directrice du Pôle Enfance et Formations et ..., Directeur général, sis route de Gozée, 706 à 6110 Montigny-le-Tilleul, dénommée ci-après « L'ISPPC ».

Et

L'Administration communale de Virton Adresse : 17, rue Charles Magnette – 6760 Virton
Représentée par Marthe Modave - Directrice générale et François Culot – Bourgmestre
Dénommée ci-après « Le partenaire »

Le présent contrat a pour objet la formation continue subventionnée et/ou payante à destination des accueillants ATL de la Ville de Virton.

* Participation

Une formation dispensée par un seul formateur ne peut jamais dépasser le nombre de 15 personnes présentes le jour de la formation (en ce inclus les personnes responsables qui suivent la formation) et ce pour des raisons pédagogiques et de dynamique de groupe. Tout dépassement de ce nombre maximal pourra entraîner l'établissement d'une nouvelle facture. La diminution du nombre de participants le jour-même de la formation ne donne pas lieu à un remboursement par participant.

*Pour les formations payantes :

Un forfait de 750 € est demandé par journée de formation de 6h dispensée par un formateur (de 8 à 15 participants) auxquels s'ajoutent les frais de déplacement (0,4170 € X nombre km aller et retour par journée).

* Pour les formations subventionnées par l'ONE :

Les parties s'accordent pour fixer 3 journées de formations subventionnées pour compléter 0 journée payante. Pour être subventionnée, un minimum de 8 personnes présentes le jour de la formation est requis. Si le nombre minimum de 8 personnes n'est pas atteint, la formation ne pourra être subventionnée et si elle est maintenue, une déclaration de créance vous sera envoyée. En cas d'annulation de la formation sans juste motif entraînant la perte de subsides, l'ISPPC se réserve le droit d'établir une facture relative aux divers frais liés à l'organisation.

Organisation du ou des modules de formation suivants:

Concevoir et animer un atelier musical : rythmes et percussions

23/05/2023

13/06/2023

Quand aménagement rime avec épanouissement

22/06/2023

*Le maintien des dates est conditionné aux règles sanitaires en vigueur au moment de la formation.

Modalités pratiques

Horaires : 9h00-15h30 (pause midi 30 min)

Lieu : Esplanade de l'Avenue Bouvier 6760 Virton

Nombre de participants : 8 à 15 personnes

Budget

Par la signature du présent contrat, le partenaire reconnaît avoir reçu une copie du règlement des formations qui fait partie intégrante du présent contrat et s'engage à le respecter. Le partenaire reconnaît également avoir pris connaissance des dispositions en matière de RGPD disponibles à l'adresse suivante www.isppc.be/gdpr

Dans le contexte d'épidémie liée au COVID-19, par la signature du présent contrat, le partenaire reconnaît également avoir reçu les mesures sanitaires en vigueur qui font partie intégrante du présent contrat et s'engage à les respecter.

Les parties s'engagent à exécuter le présent contrat à bonne fin et, en cas de litige, à rechercher par priorité un accord à l'amiable. En l'absence d'un tel accord et en cas de litige judiciaire, seuls les tribunaux de Charleroi sont compétents. Fait à, le....., chacune des parties reconnaissant avoir reçu le contrat.

28. OPÉRATEURS DE L'ACCUEIL - SUBSIDE COMMUNAL ANNUEL POUR L'ACCUEIL EXTRASCOLAIRE ÉCOLE FONDAMENTALE LIBRE D'ETHE / SAINT - MARD – ANNÉE 2023.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération prise en date du 07 juin 2013 relative à l'octroi de subventions et aux obligations à charge des bénéficiaires ;

Vu sa délibération prise en date du 09 mars 2023 décidant d'approuver le nouveau règlement d'octroi des subsides pour l'accueil extrascolaire;

Vu la délibération prise par le Collège communal en date du 20 avril 2023 décidant de proposer au Conseil d'approuver l'emploi de la subvention 2022 aux fins auxquelles elle a été octroyée et d'octroyer un subside de fonctionnement pour l'année 2023 ;

Vu le rapport de présences validé par l'Office de la naissance et de l'enfance pour l'année 2022 ;

Considérant que Monsieur ..., responsable de projet d'accueil de l'Ecole Fondamentale Libre de Ethe - Saint-Mard, a introduit par lettre en date du 27 février 2023, une demande de subvention pour l'année 2023 ;

Considérant que Monsieur ..., a transmis le rapport d'activités de l'année 2022 avant le 31 mars 2023 ;

Considérant que Monsieur ..., a fourni une copie des statuts de l'ASBL Ecole Fondamentale Libre d'Ethe et Saint-Mard ;

Considérant que les deux lieux d'accueil sont toujours agréés par l'Office de la naissance et de l'enfance ;

Considérant que le Collège communal est chargé de contrôler la bonne utilisation de la subvention ;

Considérant qu'au regard du règlement susmentionné, le calcul pour déterminer le montant du subside est le suivant :

0,60€ x 2 heures x nombre d'enfants présents au moins une demi-heure continue par jour d'accueil (tel que communiqué dans le rapport trimestriel transmis à l'ONE durant l'année civile précédente pour le trimestre correspondant) ;

Considérant que le calcul du montant est le suivant :

- ASBL Ecole Fondamentale Libre d'Ethe et Saint-Mard (MEX 85 04 513) pour les deux accueils réalisés au sein de ses deux implantations ;

0,60€ X 2 h X 5342 présences = 6410,40 €

Considérant que le montant total de la subvention s'élève dès lors à **6410,40 €** ;

Considérant que le responsable de projet a joint à sa demande les justifications des dépenses qui seront couvertes par la subvention, à savoir la rétribution des accueillant(e)s, conformément à l'article L3331-3, § 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que les subventions sont octroyées à des fins d'intérêt public, à savoir l'accueil de tous les enfants scolarisés sur le territoire communal ;

Considérant que ASBL Ecole Fondamentale Libre d'Ethe et Saint-Mard ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE :

1. D'APPROUVER l'emploi de la subvention 2022 aux fins auxquelles elle a été octroyée.
2. D'OCTROYER un subside de fonctionnement à l'Ecole Fondamentale Libre d'Ethe et Saint-Mard de **6410,40 €** pour l'année 2023 réparti comme suit :
 - Ecole fondamentale d'Ethe : **3098 €**. La subvention sera liquidée sur le numéro de compte : ...
 - Ecole fondamentale de Saint-Mard : **3312€**. La subvention sera liquidée sur le numéro de compte : ...

La dépense sera imputée à l'article 7221/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente décision sera transmise au département comptabilité pour engagement de la dépense.

29. OPÉRATEURS DE L'ACCUEIL - SUBSIDE COMMUNAL ANNUEL POUR L'ACCUEIL EXTRASCOLAIRE ÉCOLE LIBRE "LES SOURCES" – ANNÉE 2023.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération prise en date du 07 juin 2013 relative à l'octroi de subventions et aux obligations à charge des bénéficiaires ;

Vu sa délibération prise en date du 09 mars 2023 décidant d'approuver le nouveau règlement d'octroi des subsides pour l'accueil extrascolaire;

Vu la délibération prise par le Collège communal en date du 13 avril 2023 décidant de proposer au Conseil communal d'approuver l'emploi de la subvention 2022 aux fins auxquelles elle a été octroyée et d'octroyer un subside de fonctionnement pour l'année 2023 ;

Vu le rapport de présences validé par l'Office de la naissance et de l'enfance pour l'année 2022 ;

Considérant que Madame ..., responsable de projet d'accueil de l'école fondamentale libre « Les Sources », a introduit par courrier en date du 23 mars 2023, une demande de subvention pour l'année 2023 ;

Considérant que Madame ... a transmis le rapport d'activités de l'année 2022 avant le 31 mars 2023 ;

Considérant que Madame ... a fourni une copie des statuts de l'ASBL Ecole fondamentale libre « Les Sources » ;

Considérant que le lieu d'accueil est toujours agréé par l'Office de la naissance et de l'enfance ;

Considérant que le Collège communal est chargé de contrôler la bonne utilisation de la subvention ;

Considérant qu'au regard du règlement susmentionné, le calcul pour déterminer le montant du subside est le suivant :

0,60€ x 2 heures x nombre d'enfants présents au moins une demi-heure continue par jour d'accueil (tel que communiqué dans le rapport trimestriel transmis à l'ONE durant l'année civile précédente pour le trimestre correspondant) ;

Considérant que le calcul du montant est le suivant :

- ASBL Ecole fondamentale libre « Les Sources » (MEX 85 045 10) ;

0,60€ X 2 h X **6275** présences = **7530 €** ;

Considérant que le montant total de la subvention s'élève dès lors à **7530 €** ;

Considérant que la responsable de projet a joint à sa demande les justifications des dépenses qui seront couvertes par la subvention, à savoir la rétribution des accueillant(e)s de l'accueil extrascolaire, conformément à l'article L3331-3, § 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que les subventions sont octroyées à des fins d'intérêt public, à savoir l'accueil de tous les enfants scolarisés sur le territoire communal ;

Considérant que l'Ecole fondamentale libre « Les Sources » ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE :

1. D'APPROUVER l'emploi de la subvention 2022 aux fins auxquelles elle a été octroyée.
2. D'OCTROYER un subside de fonctionnement de **7530 €** pour l'année 2023 à l'Ecole fondamentale libre « Les Sources » de Virton.

Le subside sera liquidé sur le numéro de compte

La dépense sera imputée à l'article 7221/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente décision sera transmise au département comptabilité pour engagement de la dépense.

30. OPÉRATEURS DE L'ACCUEIL - SUBSIDE COMMUNAL ANNUEL POUR L'ACCUEIL EXTRASCOLAIRE - ARNO SECTION PRIMAIRE DE VIRTON – ANNÉE 2023.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération prise en date du 07 juin 2013 relative à l'octroi de subventions et aux obligations à charge des bénéficiaires ;

Vu sa délibération prise en date du 09 mars 2023 décidant d'approuver le nouveau règlement d'octroi des subsides pour l'accueil extrascolaire ;

Vu la délibération prise par le Collège en date du 26 avril 2023 décidant de proposer au Conseil d'approuver partiellement l'emploi de la subvention 2022 aux fins auxquelles elle a été octroyée et d'octroyer un subside de fonctionnement pour l'année 2023 ;

Vu le rapport de présences de l'Office de la naissance et de l'enfance pour l'année 2022 ;

Considérant que Monsieur ..., responsable de projet d'accueil de l'école de l'ARNO section primaire, a introduit par courrier en date du 31 mars 2023, une demande de subvention pour l'année 2023 ;

Considérant Monsieur ... a transmis le rapport d'activités de l'année 2022 le 31 mars 2023 ;

Considérant Monsieur ... a fourni une copie des statuts de l'ASBL Amicale « OSCAR » ;

Considérant que le lieu d'accueil est toujours agréé par l'Office de la naissance et de l'enfance ;

Considérant que le Collège communal est chargé de contrôler la bonne utilisation de la subvention ;

Considérant que le calcul pour déterminer le montant du subside est le suivant :

0,60€ x 2 heures x nombre d'enfants présents au moins une demi-heure continue par jour d'accueil (tel que communiqué dans le rapport trimestriel transmis à l'ONE durant l'année civile précédente pour le trimestre correspondant) ;

Considérant que le calcul du montant est le suivant :

- ASBL Amicale « OSCAR » (MEX 85 04 514)

0,60€ X 2 h X **4650** présences = **5580 €** ;

Considérant dès lors que le montant total de la subvention est de **5580 €** ;

Considérant que le responsable de projet a joint à sa demande les justifications des dépenses qui seront couvertes par la subvention, à savoir la rétribution des accueillant(e)s, conformément à l'article L3331-3, § 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que les subventions sont octroyées à des fins d'intérêt public, à savoir l'accueil de tous les enfants scolarisés sur le territoire communal ;

Considérant que l'ASBL Amicale « OSCAR » n'a pas utilisé l'entièreté de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée ;

Considérant que l'ASBL Amicale « OSCAR » doit donc restituer une partie de la subvention reçue précédemment ;

Considérant que la somme à restituer est calculée comme suit :

Montant perçu en 2022 : **6180,80 €** moins le montant justifié de **4325,65€** = **1855,15€** ;

Considérant l'accord de Monsieur Michaël Dendievel, Directeur financier, permettant de déduire le montant indûment perçu de la subvention 2023 ;

Considérant que le montant de la subvention 2023 pour l'implantation de Virton de l'école ARNO section primaire est dès lors calculé comme suit : **5580€-1855,20€ = 4024,80€**

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE :

1. D'APPROUVER partiellement l'emploi de la subvention 2022 aux fins auxquelles elle a été octroyée.
2. D'OCTROYER un subside de fonctionnement pour l'année 2023 à l'ASBL Amicale « OSCAR » comme suit :
 - École ARNO section primaire de Virton : **4024,80€**. La subvention sera liquidée sur le compte ...

La dépense sera imputée à l'article 7221/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente décision sera transmise au département comptabilité pour engagement de la dépense.

31. OPÉRATEURS DE L'ACCUEIL - SUBSIDE COMMUNAL ANNUEL POUR L'ACCUEIL EXTRASCOLAIRE - ÉCOLE PRIMAIRE DE LA BELLEVUE À ETHE – ANNÉE 2023.

LE COLLEGE,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1122-30 et L3331-1 à L3331-8 ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu la délibération prise par le Conseil communal en date du 07 juin 2013 relative à l'octroi de subventions et aux obligations à charge des bénéficiaires ;

Vu la délibération prise par le Conseil communal en date du 09 mars 2023 décidant d'approuver le nouveau règlement d'octroi des subsides pour l'accueil extrascolaire;

Vu la délibération prise par le Collège en date du 26 avril 2023 décidant de proposer au Conseil d'approuver l'emploi de la subvention 2022 aux fins auxquelles elle a été octroyée et d'octroyer un subside de fonctionnement pour l'année 2023;

Vu le rapport de présences de l'Office de la naissance et de l'enfance pour l'année 2022 ;

Considérant que Monsieur ..., responsable de projet d'accueil de l'école de la Bellevue à Ethe, a introduit par lettre en date du 31 mars 2023, une demande de subvention pour l'année 2023 ;

Considérant que Monsieur ... a transmis le rapport d'activités de l'année 2022 le 31 mars 2023 ;

Considérant que Monsieur ... a fourni une copie des statuts de l'ASBL Amicale « OSCAR » ;

Considérant que le lieu d'accueil est toujours agréé par l'Office de la naissance et de l'enfance ;

Considérant que le Collège communal est chargé de contrôler la bonne utilisation de la subvention ;

Considérant que le calcul pour déterminer le montant du subside est le suivant :

0,60€ x 2 heures x nombre d'enfants présents au moins une demi-heure continue par jour d'accueil (tel que communiqué dans le rapport trimestriel transmis à l'ONE durant l'année civile précédente pour le trimestre correspondant) ;

Considérant que le calcul du montant est le suivant :

- ASBL Amicale « OSCAR » pour l'accueil réalisé au sein de l'école de la Bellevue à Ethe ;

$$0,60€ \times 2 \text{ h} \times 2040 \text{ présences} = 2448 \text{ €}$$

Considérant dès lors que le montant total de la subvention est de **2448 €** ;

Considérant que le responsable de projet a joint à sa demande les justifications des dépenses qui seront couvertes par la subvention, à savoir la rétribution des accueillant(e)s, conformément à l'article L3331-3, § 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que les subventions sont octroyées à des fins d'intérêt public, à savoir l'accueil de tous les enfants scolarisés sur le territoire communal ;

Considérant que l'ASBL Amicale « OSCAR » a utilisé la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée ;

Considérant que l'ASBL Amicale « OSCAR » ne doit donc pas restituer la subvention reçue précédemment ;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE:

1. D'APPROUVER l'emploi de la subvention 2022 aux fins auxquelles elle a été octroyée.
2. D'OCTROYER un subside de fonctionnement pour l'année 2023 à l'ASBL Amicale « OSCAR » comme suit :
 - École primaire de la Bellevue à Ethe : **2448€**. La subvention est liquidée sur le compte n° ...

La présente décision sera transmise au département comptabilité pour engagement de la dépense.

32. CENTRE SPORTIF LORRAIN DE SAINT-MARD (CSL) ASBL - ACHAT D'UN TRACTEUR TONDEUSE - OCTROI D'UN SUBSIDE EN NUMÉRAIRE.

Monsieur Etienne CHALON, Conseiller, se retire.

Monsieur Vincent Wauthoz, Echevin, se retire.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L 1122-30 et L 3331-1 à L 3331-8 ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération prise en date du 7 juin 2013 relative à l'octroi de subventions et aux obligations à charge des bénéficiaires ;

Considérant que Monsieur ... Secrétaire-Trésorier représentant le centre sportif lorrain de Saint-Mard a introduit, par courriel en date du 19 avril 2023, une demande de subvention, en vue de l'achat d'un tracteur tondeuse ;

Considérant que le Centre Sportif Lorrain ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment ;

Considérant qu'un crédit de 30.000,00 euros est prévu à l'article budgétaire 764/633-51 projet 20230019 SUBSIDE ACHAT TRACTEUR TONDEUSE - CSL St-MARD du budget extraordinaire initial de l'exercice 2023 ;

Considérant la situation financière de la Ville de Virton ;

Considérant que le dossier complet a été communiqué au Directeur financier en date du 03 mai 2023 conformément à l'article L-1124-40, § 1er, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et que celui-ci a émis un avis positif en date du 16 mai 2023;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré, *UNANIME*,

DECIDE :

Article 1 :

L'octroi d'une subvention en numéraire au Centre Sportif Lorrain de Saint-Mard d'un montant maximum de 30.000,00 euros, ci-après dénommé le bénéficiaire.

Article 2 :

Le bénéficiaire utilise la subvention pour l'achat d'un tracteur tondeuse pour le Centre Sportif Lorrain de Saint-Mard.

Article 3 :

La subvention est engagée sur l'article 764/633-51 SUBSIDE ACHAT TRACTEUR TONDEUSE - CSL St-MARD du budget extraordinaire de l'exercice 2023, doté d'un crédit de 30.000,00 euros.

Article 4 :

Pour justifier la demande et l'utilisation de la subvention, le bénéficiaire produit dans un premier temps une copie des devis reçus et en second temps une copie de la facture avec la preuve de paiement de celle-ci ou une facture acquittée relative à l'objet de l'octroi du subside en numéraire.

Article 5 :

La liquidation de la subvention sera autorisée avant la réception des justifications visées à l'article 3, le Centre Sportif Lorrain ne possédant pas les fonds pour avancer cet achat.

Article 6 :

La subvention sera versée sur le compte ... du Centre Sportif Lorrain de Saint-Mard.

Article 7:

Le bénéficiaire s'engage à rembourser le subside sur le compte ... dans les cas suivants :

- lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle lui a été accordée (ou la partie de la subvention non utilisée),
- lorsqu'il ne fournit pas les justifications demandées (à la demande ou à la justification).

Article 8:

L'attention de l'asbl sera attirée sur l'obligation de respect des procédures de marchés publics.

Article 9:

Il sera demandé à l'ASBL une copie de l'état des recettes et des dépenses ainsi que l'annexe (ces documents forment un tout)

ou les bilan et compte de résultats de l'année fonctionnelle précédente établis sur les documents réglementaires définis par les dispositions légales relatives aux ASBL accompagnés d'un budget de l'année fonctionnelle en cours.

Article 10 :

Une copie de la présente délibération est notifiée au bénéficiaire.

Article 11:

Le Collège communal est chargé de contrôler l'utilisation de la subvention faite par le bénéficiaire.

33. PISCINE - PROCÈS-VERBAL DU COMITÉ DE SECTEUR DU 09 SEPTEMBRE 2022.

Monsieur Vincent Wauthoz, Echevin, reprend siège.

Monsieur Etienne CHALON, Conseiller, reprend siège.

LE CONSEIL,

Après avoir entendu Monsieur Alain CLAUDOT, Echevin, précisant que les données contenues dans le dossier présenté ne sont plus d'actualité, le Conseil accepte unanimement de retirer ce point de l'ordre du jour.

34. PISCINE - SUBSIDE LIÉ AU PRIX - EXERCICE 2023.

LE CONSEIL,

Après avoir entendu Monsieur Alain CLAUDOT, Echevin, précisant que les données contenues dans le dossier présenté ne sont plus d'actualité, le Conseil accepte unanimement de retirer ce point de l'ordre du jour.

35. DIVERS ET COMMUNICATIONS - INFORMATION SUR LES DOSSIERS SUBSIDIÉS.

LE CONSEIL,

ENTEND Monsieur Vincent Wauthoz, Echevin, de 22h29' à 22h52'.

Diverses interventions ont lieu.

Le PowerPoint contenant la présentation sera transmis aux conseillers communaux.

36. DIVERS ET COMMUNICATIONS - ORDONNANCES DE POLICE ET ARRÊTÉS DE POLICE PRIS D'URGENCE PAR LE BOURGMESTRE ET LE BOURGMESTRE FAISANT FONCTION.

LE CONSEIL,

PREND CONNAISSANCE des ordonnances de police et des arrêtés de police pris d'urgence par le Bourgmestre et le Bourgmestre faisant fonction :

- Arrêté de police concernant la signalisation sur le territoire de la commune pour l'année 2023;
- Arrêté de police concernant la signalisation sur le territoire de la commune du 01/02/2023 au 01/02/2024;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules et la signalisation Avenue Joseph Wauters, rue Baillet Latour, Faubourg d'Arival, Cour Marchal, rue du Moulin et rue d'Arlon à 6760 Virton et 6762 Saint-Mard du 20 février à 07h00 au 31 mars 2023 à 07h00;
- Arrêté de police concernant la signalisation rue des Ateliers à 6760 Virton du 27 février au 25 mars 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation, le stationnement et la signalisation rue d'Arlon, rue des Fossés, rue des Récollets et rue de la Momette à 6760 Virton le 01er mars 2023 de 08h00 à 13h30;
- Arrêté de police concernant le stationnement place Baudouin, 13-45 à 6760 Virton le 03 mars 2023 de 08h00 à 17h00;
- Arrêté de police concernant la délimitation de la zone où peuvent être exercées les activités de gardiennage du 03 au 05 mars 2023;
- Arrêté de police concernant le stationnement rue de Bar et la circulation rue du Château Cugnon à 6760 Virton le 05 mars 2023 de 08h30 à 15h00;
- Arrêté de police concernant la fermeture du cimetière de Virton rue Saint-Roch le 07 mars 2023 de 07h00 à 14h00;
- Arrêté de police concernant la circulation rue des Hottées à 6760 Virton du 09 mars à 17h00 au 10 mars 2023 à 17h00;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules vallée de Rabais à partir de ce jour jusqu'au 10 avril 2023 de 18h00 à 08h30;
- Arrêté de police concernant la circulation et le stationnement place Nestor Outer le 12 mars 2023 de 09h00 à 12h00;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules rue Frère Méranthus et rue de Longuyon à 6760 Ruelle le 12 mars 2023 de 09h00 à 13h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement Avenue Bouvier, 53 à 6760 Virton le 13 mars 2023 de 08h00 à 17h00;
- Arrêté de police concernant la signalisation rue de Longuyon, 195 à 6760 Ruelle du 15 au 29 mars 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules sur la N82 à 6760 Virton le 16 mars 2023 de 07h00 à 18h00 et le stationnement des véhicules Grand Rue à 6760 Virton du 15 mars à 07h00 au 16 mars 2023 à 18h00;
- Arrêté de police concernant la signalisation rue de la Vergette, 105 à 6760 Latour du 16 au 31 mars 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules rue de la Vire à 6761 Chenois le 17 mars 2023 de 20h00 à 03h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules rue Alfred Mathieu, 30 à 6762 Saint-Mard du 18 mars à 09h00 au 19 mars 2023 à 07h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement Avenue Bouvier, 26 à 6760 Virton le 20 mars 2023 de 08h00 à 18h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules rue des Fossés, 37B à 6760 Virton le 21 mars 2023 de 07h30 à 15h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement Avenue Bouvier, 17 à 6760 Virton le 22 mars 2023 de 08h00 à 18h00;
- Arrêté de police concernant la circulation et la signalisation rue d'Arlon, 68 à 6760 Virton du 22 au 24 mars 2023 de 07h30 à 16h30;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules rue Lacmane à 6762 Saint-Mard du 23 au 24 mars 2023 de 07h00 à 16h00;

- Arrêté de police concernant le stationnement rue Croix-le-Maire et la circulation rue Ferdinand Ribonnet à 6760 Virton le 24 mars 2023 de 18h00 à 23h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement rue du Bon-Lieu à 6760 Virton le 26 mars 2023 de 09h00 à 15h00;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules rue Lacmane à 6762 Saint-Mard du 27 au 28 mars 2023 de 07h00 à 16h00;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules rue du Haron à 6760 Bleid du 27 au 30 mars 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation et la signalisation rue d'Arlon, 68 à 6760 Virton du 27 mars au 27 octobre 2023 de 07h00 à 16h30 le temps de certaines livraisons;
- Arrêté de police concernant la circulation rue du Corbé, du Haron, de Gomery, du Château et aux Fleurs à 6760 Bleid le 28 mars 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules rue A-Bakès de 07h30 à 18h00, rue des Fusillés de 08h00 à 09h30 et rue du Dr. Albert Hustin de 09h00 à 10h00 à 6760 Virton le 29 mars 2023;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules rue de Mageroux, 47 à 6762 Saint-Mard du 03 au 21 avril 2023;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules rue des Grasses Oies, en face du n°10 à 6760 Virton le 05 avril 2023 de 07h00 à 16h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules sur les parkings de la Biblioneef le 06 avril 2023 de 08h00 à 18h00 et Avenue Bouvier à 6760 Virton les 14 et 21 avril 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation des véhicules rue Ferdinand Ribonnet et rue des Coloniaux à 6760 Virton le 07 avril 2023 pendant 2 heures entre 08h00 et 18h00;
- Arrêté de police concernant la circulation et le stationnement place Nestor Outer à 6760 Virton le 09 avril 2023 de 08h30 à 12h30;
- Arrêté de police concernant la signalisation rue des Ateliers à 6760 Virton du 10 au 28 avril 2023;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules Avenue Bouvier à 6760 Virton du 11 au 24 avril 2023;
- Arrêté de police concernant la signalisation rue de Bar à Montauban à 6760 Ethe du 11 avril au 28 mai 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation et la signalisation rue Nouvelle à 6760 Ethe du 17 au 21 avril 2023 de 07h30 à 16h30;
- Arrêté de police concernant la circulation et la signalisation rue d'Orvillers à 6760 Virton du 18 avril au 19 mai 2023 de 07h30 à 16h30;
- Arrêté de police concernant la circulation rue du Bosquet à 6760 Virton le 19 avril 2023 de 07h00 à 17h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules place Nestor Outer, 14 à 6760 Virton du 19 avril au 06 mai 2023 de 09h00 à 18h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules rue des Récollets, 16, 18 et 20 à 6760 Virton du 21 au 22 avril 2023 jusqu'à 11h00;
- Arrêté de police concernant la circulation, le stationnement et la signalisation rue de la Vergette, 2 à 6761 Latour du 24 au 28 avril 2023 de 08h00 à 17h00;
- Arrêté de police concernant la circulation et la signalisation à 6762 Saint-Mard du 24 avril au 13 mai 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation et le stationnement Clos des Horlées et Au-dessus du Rabais à 6760 Ethe du 24 avril au 31 mai 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation rue Albert 1er, à hauteur du n°39, à 6760 Virton le 29 avril 2023 de 08h00 à 19h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement rue du Bon Lieu (Vallée de Rabais) à 6760 Virton le 01er mai 2023 de 12h00 à 20h30;

- Arrêté de police concernant la circulation, le stationnement et la signalisation rue de la Vergette, 2 à 6761 Latour du 01 au 05 mai 2023 de 08h00 à 17h00;
- Arrêté de police concernant le stationnement Avenue Bouvier, 137 à 6762 Saint-Mard du 02 au 16 mai 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation et le stationnement du n°1 rue de Vieux Virton au n°22 Faubourg d'Arival à 6760 Virton du 02 au 31 mai 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation et la signalisation rue Baillet Latour à 6760 Virton du 02 mai au 02 juillet 2023;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules Impasse du Château à 6760 Virton les samedis 06, 20 et 27 mai 2023 et les samedis 03, 10, 17 et 24 juin 2023;
- Arrêté de police concernant la circulation et la signalisation rues aux Fleurs, du Corbé, du Château et Chemin de Signeulx à 6760 Virton le 15 mai 2023;
- Arrêté de police concernant le stationnement des véhicules Avenue Bouvier, 54 à 6760 Virton le 27 mai 2023 de 15h00 à 18h00;
- Ordonnance de police concernant la circulation et le stationnement des véhicules à Saint-Mard du 03 au 05 mars 2023;
- Ordonnance de police concernant la circulation et le stationnement des véhicules à Saint-Mard du 03 au 05 mars 2023 - Modifications;
- Ordonnance de police concernant la circulation des véhicules à la rue de la Victoire à 6760 Virton - Prolongation : du 23 mars au 21 avril 2023;
- Ordonnance de police concernant la circulation et le stationnement des véhicules lors de la fête foraine de Virton - Du 07 avril 2023 au 24 avril 2023.

37. DIVERS ET COMMUNICATIONS - COMMUNICATION D'UNE DÉCISION PRISE PAR L'AUTORITÉ DE TUTELLE.

LE CONSEIL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 4 ;

Vu le courrier du Service Public de Wallonie – Département des Finances Locales – en date du 13 avril 2023, relatif au règlement-redevance sur les plaines de vacances – Exercice 2023 à 2025 – Modification - arrêté le 09/03/2023 ;

PREND CONNAISSANCE que la délibération ci-après, prise en date du 09 mars 2023, est approuvée :

- Redevance communale sur les plaines de vacances – Modification – Exercice 2023 à 2025.

L'attention des autorités communales est attirée sur le fait qu'il conviendrait, à l'avenir, au sein de la clause relative au traitement des données personnelles, d'arrêter un délai fixe durant lequel la commune s'engage à conserver ces données en lieu et place du délai *maximum* de 10 ans comme prévu dans la clause et d'opter entre soit la suppression, soit le transfert aux archives nationales de ces dernières une fois ce délai écoulé. En effet, ces modifications ont pour objectif que la durée de conservation ainsi que la finalité apportée au traitement des données soient identiques pour tous les redevables.

38. DIVERS ET COMMUNICATIONS - ÉNERGIE - RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022 DE LA COMMISSION LOCALE POUR L'ÉNERGIE.

LE CONSEIL,

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 ;

Vu les décrets relatifs à l'organisation des marchés régionaux du gaz et de l'électricité ;

Considérant qu'avant le 31 mars de chaque année, les Commissions locales pour l'Énergie peuvent adresser aux Conseils communaux un rapport faisant état du nombre de convocations de ces Commissions émises au cours de l'année écoulée, ainsi que de la suite qui leur a été réservée ;

Vu le rapport d'activités à destination du Conseil communal établi par la Commission Locale pour l'Énergie pour l'année 2022 envoyé par le Centre Public d'Action Sociale par courrier daté du 27 mars 2023 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport d'activités de la Commission locale pour l'Énergie.

La présente délibération sera transmise au CPAS de Virton.

39. DIVERS ET COMMUNICATIONS - PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION COMMUNALE DE L'ACCUEIL DU 16 MARS 2023.

LE CONSEIL,

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal dressé lors de la commission communale de l'accueil (CCA) du 16 mars 2023.

40. DIVERS ET COMMUNICATIONS - INFORMATION AU CONSEIL COMMUNAL - ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS - DE JANVIER 2021 À FIN FÉVRIER 2023.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 04 mars 2021 prenant connaissance des différentes désignations de personnel contractuel;

Vu sa délibération prise en date du 27 décembre 2019 décidant de donner la délégation au Collège communal, à partir du 1er janvier 2020 pour l'engagement à titre contractuel du personnel administratif, personnel technique, personnel ouvrier, personnel de bibliothèque, personnel spécifique, personnel de soin en ce compris le personnel soumis à des contrats spécifiques (APE, ACTIVA,...) sauf en ce qui concerne les docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, et docteur en médecine vétérinaire, auxquels on confie des fonctions spéciales dans l'intérêt de la commune et en ce qui concerne les membres du personnel enseignant ;

Vu la délibération du Collège en date du 21 janvier 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié (fontainier) pour le service de distribution d'eau;

Vu la délibération du Collège en date du 26 janvier 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Chenois, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 26 janvier 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Bleid, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu les délibérations du Collège en date du 03 février 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'accueillante extrascolaire et de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'écartement dans le cadre de la maternité;

Vu la délibération du Collège en date du 03 février 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Chenois, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 11 février 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le PST et pour le service des affaires sociales;

Vu la délibération du Collège en date du 11 février 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour assurer la fonction de coordinateur du projet POLLEC au sein de la commune pour le suivi et le pilotage de son Plan d'Action en faveur de l'Energie Durable et du Climat (PAEDC);

Vu la délibération du Collège en date du 11 février 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'écartement dans le cadre de la maternité;

Vu la délibération du Collège en date du 25 février 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'écartement dans le cadre de la maternité;

Vu la délibération du Collège en date du 25 février 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service étude des marchés, dans les liens d'un contrat à durée déterminée, pour une prolongation de six mois;

Vu la délibération du Collège en date du 03 mars 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de chef de bureau administratif pour le département des affaires internes, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de six mois;

Vu la délibération du Collège en date du 03 mars 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Ruette, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 18 mars 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'accueillante extrascolaire à l'école communale de Ruette, en remplacement de Madame ..., absente pour raison de mise en quarantaine et/ou incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 08 avril 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service finances-comptabilité, pour le recouvrement des taxes et redevances, dans les liens d'un contrat à durée déterminée, pour une prolongation de six mois;

Vu la délibération du Collège en date du 08 avril 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié à l'abattoir communal, dans les liens d'un contrat à durée déterminée, pour une prolongation de six mois;

Vu la délibération du Collège en date du 08 avril 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle et de surveillante de midi à l'école communale de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, pour une prolongation de 3 mois;

Vu la délibération du Collège en date du 21 avril 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'entretien de l'espace cohésion, dans les liens d'un contrat à durée déterminée de 2h/sem jusqu'au 30 juin 2021;

Vu la délibération du Collège en date du 30 avril 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle et de surveillante de midi à l'école communale de Ruette, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 25 mai 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour le service urbanisme, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 03 juin 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié maçon pour le service voirie, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée;

Vu la délibération du Collège en date du 03 juin 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié pour le service forestier, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée;

Vu la délibération du Collège en date du 15 juin 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'accueillante du temps libre pour les besoins des plaines de vacances organisées par la Ville;

Vu la délibération du Collège en date du 15 juin 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour l'EPN (0.5 ETP) et pour le service informatique (0.5 ETP), dans les liens d'un contrat à durée déterminée;

Vu la délibération du Collège en date du 24 juin 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le Département des affaires internes, notamment pour les services population, étrangers, permis de conduire, extrait de casier judiciaire, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée;

Vu les délibérations du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi et d'auxiliaire professionnelle pour assurer la vaisselle à l'école communale de Ruette, dans les liens de contrats de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'accueillante extrascolaire à l'école communale de Bleid, en remplacement de Madame ..., absente pour raison d'écartement dans le cadre de la maternité, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée du 1er septembre au 24 décembre 2021;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu les délibérations du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi et d'auxiliaire professionnelle pour assurer la vaisselle à l'école communale de Ruette, dans les liens de contrats de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi et d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire d'administration affectée spécifiquement à la direction de l'école communale de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 22 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 22 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu la délibération du Collège en date du 22 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire pour l'entretien de l'espace cohésion, dans les liens d'un contrat à durée déterminée, du 26 juillet 2021 au 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 05 août 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de bachelier en communication, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée;

Vu la délibération du Collège en date du 11 août 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour le service urbanisme, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de six mois;

Vu la délibération du Collège en date du 26 août 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service étude des marchés, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 1er septembre 2021 au 28 février 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 26 août 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'accueillante extrascolaire à l'école de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 02 septembre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour les bâtiments des services techniques ainsi que pour le Centre communautaire de Saint-Mard, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 14 septembre 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'école communale de Ruette, dans les liens de contrats de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, ainsi que de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 22 septembre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour assurer la fonction de coordinateur en planification d'urgence (0.5 ETP), dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée;

Vu la délibération du Collège en date du 22 septembre 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle et surveillante de cantine pour l'école communale de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège en date du 21 octobre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le département finances/comptabilité, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée;

Vu la délibération du Collège en date du 21 octobre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service urbanisme, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée du 03 novembre 2021 jusqu'au 31 décembre 2021;

Vu la délibération du Collège en date du 04 novembre 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité de coordinateur Pollec (0.5 ETP), de responsable énergie (0.3 ETP) et de bachelier spécifique pour l'énergie, le patrimoine et l'urbanisme (0.2 ETP), dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée d'un an, du 07 décembre 2021 au 06 décembre 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 18 novembre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école de Ruette-Grandcourt, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée commençant le 22 novembre 2021 et se terminant le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 25 novembre 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité de surveillante de cantine pour l'école de Ruette, dans les liens d'un

contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 29 novembre 2021 et se terminant au plus tard le 31 décembre 2021;

Vu la délibération du Collège en date du 1er décembre 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour l'EPN (0.5 ETP) et pour le service informatique (0.5 ETP), dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 1er décembre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le Secrétariat général, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de six mois, du 05 janvier 2022 au 04 juillet 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 09 décembre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale et à la salle de gymnastique de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 01 janvier 2022 au 15 juillet 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 09 décembre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 1er janvier au 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 09 décembre 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 1er janvier 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 16 décembre 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école de Ruette, pour assurer la vaisselle à la cantine, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, à partir du 29 novembre 2021 au 03 décembre 2021;

Vu la délibération du Collège en date du 22 décembre 2021 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 03 janvier 2022 au 30 juin 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 22 décembre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration, pour le service urbanisme, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 22 décembre 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité de chef de bureau administratif pour le Département des Affaires internes, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 1er janvier 2022 au 31 mars 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 30 décembre 2021 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'employée d'administration, pour le service Accueil/Département des Affaires internes, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ... absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 21 janvier 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 20 janvier 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 24 janvier 2022 et se terminant au plus tard le 10 février 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 20 janvier 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée à partir du 10 janvier 2022 jusqu'au 10 février 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 20 janvier 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'employée d'administration, pour le Département du Personnel, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 24 janvier 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 25 janvier 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration, pour le service Accueil/Département des Affaires internes, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 25 janvier 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu les délibérations du Collège en date des 27 janvier 2022 et 03 février 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité de technicien en informatique pour le service informatique, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, avec une entrée en fonction le 07 février 2022 jusqu'au 06 mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 03 février 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le PST (0.5 ETP) et pour le service des affaires sociales (0.5 ETP), dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée du 15 février au 14 mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 03 février 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour les bâtiments des services techniques ainsi que pour le Centre communautaire de Saint-Mard, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail; jusqu'au 31 décembre 2022 au plus tard;

Vu la délibération du Collège en date du 10 février 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 11 février 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 10 février 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée commençant le 11 février 2022 jusqu'au 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 10 février 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'employée d'administration, pour le Département du Personnel, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement à mi-temps de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 16 février 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 10 février 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de chef de bureau administratif pour le Département des Affaires internes, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée à partir du 1er mars 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 17 février 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié à l'abattoir communal, dans les liens d'un contrat de travail de

remplacement de Monsieur ..., absent pour raison d'incapacité de travail, à partir du 21 février 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 17 février 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée de bibliothèque, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée (19h/sem), du 1er mars 2022 au 31 mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 23 février 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 24 février 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 23 février 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée de bibliothèque, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement, à mi-temps, de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, du 1er mars 2022 et se terminant au plus tard le 31 mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 23 février 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service étude des marchés, dans les liens d'un contrat de travail (9/10) à durée indéterminée à partir du 1er mars 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 24 février 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour le service urbanisme, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de trois mois, du 1er mars 2022 au 31 mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 15 mars 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'école de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 15 mars 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 28 mars 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'école de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour incapacité de travail, à partir du 28 mars 2022 et se terminant au plus tard le 30 juin 2022;

Vu les délibérations du Collège en date du 31 mars 2022 et du 28 avril 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service Patrimoine, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée d'un an, et précisant la date d'entrée en fonction au 1er juin 2022 ;

Vu les délibérations des Collèges en date du 31 mars 2022 et du 19 mai 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service de l'Enseignement (0.5 ETP), dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, et fixant au 02 septembre 2022 sa date d'entrée en fonction;

Vu la délibération du Collège en date du 31 mars 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le PST (0.5 ETP) et pour le service des affaires sociales (0.5 ETP), dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée à partir du 1er mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 31 mars 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'employée d'administration, pour le Département des Affaires internes, dans les liens

d'un contrat de travail à durée déterminée de six mois, du 15 avril 2022 jusqu'au 14 octobre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 31 mars 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service urbanisme, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée à partir du 1er mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 31 mars 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le Secrétariat général, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée à partir du 1er mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 12 avril 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié à l'abattoir communal, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 09 avril 2022 au 08 octobre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 19 avril 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle (15h/sem) et de surveillante de temps de midi (6h/sem) à l'école de Ruelle, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée à partir du 19 avril 2022 jusqu'au 15 juillet 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 28 avril 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier pour le service Parcs et Jardins, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Monsieur ..., absent pour raison d'incapacité de travail, à partir du 05 mai 2022 et se terminant au plus tard le 04 mai 2024;

Vu la délibération du Collège en date du 04 mai 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité de technicien en informatique pour le service informatique, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, pour trois mois, à partir du 07 mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 04 mai 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié pour le service Voirie, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Monsieur ..., absent pour raison d'incapacité de travail, à partir du 09 mai 2022 et se terminant au plus tard le 31 août 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 16 mai 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier polyvalent chauffeur pour les services techniques, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 17 mai 2022 au 16 novembre 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 19 mai 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée de bibliothèque, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, à mi-temps, du 1er juin 2022 au 31 août 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 19 mai 2022 décidant d'engager ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'entretien du presbytère de Ruelle, dans les liens d'un contrat à durée déterminée de 3h/sem de six mois à partir du 20 mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 24 mai 2022 décidant de prolonger jusqu'au 20 mai 2023 l'occupation contractuelle de Mademoiselle ... en qualité d'employée d'administration, pour le Département des Affaires internes;

Vu la délibération du Collège en date du 24 mai 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'employée d'administration, pour le Département du Personnel, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée d'un an, à partir du 21 mai 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 16 juin 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service d'étude des marchés, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, pour une période d'un an, du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 16 juin 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration, pour le Département du Personnel, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée d'un an, du 18 août 2022 au 17 août 2023 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 30 juin 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour le service comptabilité, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 30 juin 2022 décidant d'engager ... en qualité d'employé d'administration pour l'EPN (0.5 ETP) et pour le service informatique (0.5 ETP), dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023;

Vu les délibérations des Collèges du 07 juillet 2022 et du 14 juillet 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier polyvalent aux services bâtiments, voirie, chauffeur et mécanicien, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, et fixant au 1er août 2022 sa date d'entrée en fonction;

Vu la délibération du Collège en date du 14 juillet 2021 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, pour l'année scolaire 2021-2022;

Vu les délibérations des Collèges des 14 juillet 2022 et 20 juillet 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'employée d'administration, pour le Département des Affaires internes - service de l'état civil, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée d'un an, et fixant au 09 août 2022 la date de son entrée en fonction;

Vu les délibérations des Collèges en date des 20 juillet 2022 et 08 septembre 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité de bachelier en communication, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de six mois, et fixant au 20 septembre 2022 la date d'entrée en fonction à 7h36'/sem, et au 1er janvier 2023 la date d'entrée en fonction à temps plein, pour une durée de six mois;

Vu les délibérations du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi et d'auxiliaire professionnelle pour assurer la vaisselle à l'école communale de Ruette, dans les liens de contrats de travail à durée déterminée, du 29 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Chenois, dans les liens de contrats de travail à durée déterminée, du 22 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu les délibérations du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi et d'auxiliaire professionnelle pour assurer la vaisselle à l'école

communale de Ruelle, dans les liens de contrats de travail à durée déterminée, du 29 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu les délibérations du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi et d'auxiliaire professionnelle pour assurer la vaisselle à l'école communale de Ruelle, dans les liens de contrats de travail à durée déterminée, du 29 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 29 août 2022 jusqu'au 07 juillet 2023;

Vu les délibérations du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée du 29 août 2022 au 07 juillet 2023, et d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 18 août 2022 au 22 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Mademoiselle ... en qualité d'auxiliaire professionnelle (15h/sem) et de surveillante de temps de midi (6h/sem) à l'école de Ruelle, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 22 août 2022 au 22 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 22 août 2022 au 22 juillet 2023;

Vu les délibérations du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi et d'auxiliaire professionnelle pour assurer la vaisselle à l'école communale de Ruelle, dans les liens de contrats de travail à durée déterminée, du 29 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 10 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école de Ruelle-Grandcourt, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 30 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 18 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle, dans les liens d'un contrat de travail (19h/sem) à durée déterminée, du 29 août 2022 au 07 juillet 2023, réparti comme suit: 6 h/sem de surveillance de cantine et 8 h/sem de vaisselle à l'école de Chenois, 3 h/sem pour le nettoyage des services techniques, et 2 h/sem pour le nettoyage de l'espace commun entre la bibliothèque et l'espace cohésion;

Vu la délibération du Collège en date du 18 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail (19 h/sem) à durée déterminée - entretien des locaux (12 h/sem, entretien du module (3 h/sem) et vaisselle (4 h/sem) - , du 18 août 2022 au 22 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 18 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Bleid, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 29 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 18 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire pour l'entretien de l'espace cohésion et du module externe de l'école de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 29 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 19 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle à l'école communale et à la salle de gymnastique de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 22 août 2022 au 22 juillet 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 19 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 29 août 2022 au 07 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 29 août 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié pour le service Voirie, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Monsieur ..., absent pour raison d'incapacité de travail, à partir du 1er septembre 2022 et se terminant au plus tard le 28 février 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 29 août 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'accueillante extrascolaire à l'école de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, du 29 août 2022 après-midi et se terminant au plus tard le 31 décembre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 15 septembre 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié à l'abattoir communal, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, à partir du 09 octobre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 15 septembre 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité de chef de bureau technique, pour les services techniques, à temps plein, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, à partir du 19 octobre 2022 jusqu'au 18 octobre 2023 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 21 septembre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école communale de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, du 20 septembre 2022 et se terminant au plus tard le 21 octobre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 29 septembre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de bibliothécaire, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, à mi-temps, du 1er octobre 2022 au 31 décembre 2022 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 29 septembre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'entretien de l'Hôtel de Ville, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 30 septembre 2022 jusqu'au 31 janvier 2023 au plus tard;

Vu la délibération du Collège en date du 03 octobre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'accueillante extrascolaire à l'école de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 03 octobre 2022 jusqu'au plus tard le 31 décembre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 03 octobre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de surveillante de midi à l'école de Ruette, dans les liens d'un contrat de travail de

remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 03 octobre 2022 jusqu'au plus tard le 31 décembre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 19 octobre 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier polyvalent chauffeur, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 17 novembre 2022 jusqu'au 16 novembre 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 03 novembre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service urbanisme, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de trois mois, à partir du 07 novembre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 03 novembre 2022 décidant de prolonger le contrat de Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'entretien du presbytère de Ruette, dans les liens d'un contrat à durée déterminée de 3h/sem de six mois à partir du 20 novembre 2022;

Vu la délibération du Collège en date du 22 novembre 2022 décidant d'engager ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'entretien de l'Hôtel de Ville, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée en soutien de Madame ..., à partir du 22 novembre 2022 jusqu'au 31 janvier 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 1er décembre 2022 mettant Monsieur ..., employé d'administration pour le service informatique, à disposition du CPAS à raison d'un jour et demi par semaine, du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 1er décembre 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité de coordinateur Pollec à temps plein, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de six mois, du 07 décembre 2022 au 06 juin 2023 inclus;

Vu les délibérations des Collèges en date du 15 décembre 2022 et du 22 décembre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service urbanisme, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de six mois, et fixant la date de son entrée en fonction au 04 avril 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 15 décembre 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour le service logement, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, à partir du 20 décembre 2022 jusqu'au 30 juin 2023 au plus tard;

Vu la délibération du Collège en date du 15 décembre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service environnement, dans les liens d'un contrat de travail (4/5ème) à durée déterminée de six mois, à partir du 1er janvier 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 15 décembre 2022 décidant de solliciter, auprès du CPAS, la mise à disposition de Monsieur ..., à temps plein, pour le service des parcs et jardins, à partir de janvier 2023, sous statut article 60;

Vu la délibération du Collège en date du 22 décembre 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'employé d'administration pour le service comptabilité, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, pour une période de six mois, du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 22 décembre 2022 décidant d'engager Madame ... en qualité de chef de bureau administratif pour le Département Vie socio-culturelle, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, à partir du 1er janvier 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 29 décembre 2022 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié pour le service Voirie, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Monsieur ..., absent pour raison d'incapacité de travail, à partir du 1er janvier 2023 et se terminant au plus tard le 31 août 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 05 janvier 2023 décidant d'engager Monsieur ... en qualité d'ouvrier qualifié à l'abattoir communal, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Monsieur ..., absent pour raison d'incapacité de travail, à partir du 09 janvier 2023 et se terminant au plus tard le 31 mars 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 05 janvier 2023 décidant d'engager Madame ... en qualité d'accueillante extrascolaire à l'école de Chenois, dans les liens d'un contrat de travail de remplacement de Madame ..., absente pour raison d'incapacité de travail, du 1er janvier 2023 et se terminant au plus tard le 07 juillet 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 19 janvier 2023 décidant d'engager Madame ... en qualité d'employée d'administration pour le service urbanisme, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée de trois mois, à partir du 07 février 2023 jusqu'au 31 mars 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 25 janvier 2023 décidant d'engager Monsieur ... en qualité de technicien en informatique pour le service informatique, dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée à partir du 1er février 2023;

Vu la délibération du Collège en date du 09 février 2023 décidant d'engager Monsieur ... en qualité de bibliothécaire, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, à mi-temps, du 15 février 2023 au 14 août 2023 inclus;

Vu la délibération du Collège en date du 09 février 2023 décidant d'engager Madame ... en qualité d'auxiliaire professionnelle pour l'entretien de l'Hôtel de Ville, dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée, du 1er février 2023 jusqu'au 28 avril 2023;

PREND CONNAISSANCE des différentes désignations de personnel contractuel.

Monsieur le Président cède la parole à Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, en rappelant qu'il doit s'agir d'une question d'actualité.

Monsieur MULLENS, Conseiller, déclare, que c'est une question d'actualité et indique : « Lors du Conseil communal de décembre 2022, j'avais interpellé le collège sur le fait que le Patro de Chenois prévoyait un projet de rénovation de leur local qui est mis à disposition par la Ville rue de la Vire à Chenois. Pour savoir si la ville, la commune, interviendrait financièrement car c'est un bâtiment communal, Nathalie m'avait répondu que vous n'aviez pas encore reçu une demande, mais que si vous la receviez bien évidemment, vous l'analyseriez et vous prendrez une décision. ».

Monsieur Jean BRUYERE, Président du CPAS, se retire.

Monsieur MULLENS, Conseiller, poursuit : « Pour information, cette demande vous est parvenue officiellement, le 13 février 2023. C'est un projet qui vise principalement la

modernisation des sanitaires actuels qui sont dans un état assez déplorable et la rénovation de la cuisine pour permettre éventuellement la location de ces bâtiments pour des camps d'été, voire des week-ends d'animation pour jeunes donc, ce qui permet également d'avoir un revenu d'une certaine manière pour le Patro. Le budget de cette modernisation est de 60.000€. Je sais qu'ils ont interpellé la commune parce qu'ils se sont débrouillés pour avoir quand même pas mal de subsides jusqu'à 45.000€. Il leur manque 15.000€. Or ils n'ont toujours pas eu de réponse depuis le mois de février. Or, les factures vont bientôt tomber. Donc je voudrais savoir où ça en est exactement et qu'est-ce que vous allez faire à ce niveau-là. Et en plus est venue s'ajouter la problématique récente des égouts où ils ont les égouts qui s'affaissent donc il y a un problème assez sérieux, je pense, au niveau du local. ».

Madame Nathalie VAN DE WOESTYNE, Echevine, déclare qu'elle ne va pas répondre à grand-chose mais qu'elle a comme souvenir que ce dossier-là est rentré. Il y a eu une interpellation vers le Président sur TV Lux et le Président avait répondu qu'il était étonné de cela et le courrier venait d'arriver en commune. Madame VAN DE WOESTYNE déclare qu'elle n'a pas d'autres informations concernant ce dossier-là, qu'il n'est pas encore revenu en collège. Il est arrivé en commune au niveau du courrier mais au niveau du suivi/traitement du dossier, elle déclare ne pas pouvoir en dire plus.

Monsieur le Président déclare : « Donc pour remettre dans le contexte quand je suis passé à l'émission cause commune sur TV Lux avec des questions qui venaient de gauche et droite. Au moment de l'enregistrement de l'émission, donc parce qu'elle est enregistrée 15 jours ou 3 semaines avant de passer. Et au moment de l'enregistrement de l'émission on pose cette question : est-ce que vous aiderez le patro de Chenois et j'ai dit que je n'étais pas au courant d'une demande introduite. Et donc de fait, la demande avait été transmise la veille ou l'avant-veille de l'enregistrement de l'émission. Donc ce n'était pas encore arrivé sur notre bureau, j'ai envie de dire et donc c'est arrivé après. Donc, au moment de l'émission, là on l'avait déjà reçu donc quelqu'un qui écoute l'émission et qui croit qu'elle est en direct, il dit, mais enfin le Maire, il est un menteur, ici on lui a envoyé il y a 15 jours. ».

Monsieur Jean BRUYERE, Président du CPAS, reprend siège.

Monsieur le Président poursuit : « Mais bon, donc on ne l'avait pas au moment de l'enregistrement de l'émission et donc il est passé dans les services et pour être sincère, c'est pas encore revenu en collège, donc, on va un petit peu accélérer cela, on va demander à la Directrice Générale de voir où le dossier en est ».

Monsieur MULLENS, Conseiller, remercie.

Monsieur le Président demande s'il y a d'autres questions.

Personne ne répond.

Monsieur le Président remercie tout le monde.

Monsieur WAUTHOZ, Echevin, interroge : « On ne répond pas sur le vélum parce que vous avez oublié que vous avez posé une question ? ».

Monsieur MULLENS déclare qu'on n'a pas oublié mais que « vous répondriez, donc j'attendais la réponse, c'est tout ».

Monsieur WAUTHOZ déclare : « J'ai été surpris comme j'étais surpris des messages sur Facebook qu'on ose prétendre qu'on n'avait pas l'obligation de démonter cette tente. C'est une évidence qu'on avait l'obligation de le faire. On n'était pas encore condamné à le faire, mais encore heureux que, à mon avis, on fait beaucoup de choses dans cette commune avant d'y être

condamné parce que il y a des évidences. Donc c'est moi qui ait été représenter la commune à une conciliation avec les propriétaires de l'immeuble voisin qui mettaient à juste titre en avant les nuisances pour leur immeuble de cette tente, elles n'étaient pas piquées des vers. C'est la flotte, toute la flotte qui n'est pas recueillie de tout l'hiver qui tombe devant leur vitrine et qui éclabousse, c'est totalement inacceptable. Personne ne peut accepter ça devant chez soi. Il y a les prises de vue, il y a le fait qu'il y avait au moins une lettre que j'ai vue de candidats locataires qui renonçaient ou qui proposaient des loyers moindres en raison du manque de visibilité d'un commerce qui est celui de la tête de la Grand-rue, et un commerce de tête de Grand-rue pour moi, c'est un commerce d'appel et donc pour moi c'était extrêmement important de répondre à cette demande. Alors c'était clair, ils disaient : Vous êtes en faute et on va vous réclamer le dommage » et le dommage pendant toute la durée où ça a été, je peux vous assurer que la perte de valeur locative, elle aurait été mais vraiment salée, de telle sorte que devant le Juge, le Juge qui m'a regardé en disant : qu'est-ce qu'on fait ? Et donc j'ai dit, écoutez, moi je ne peux pas m'engager, mais je promets que je transmettrai au collège les griefs qui sont là et pour moi les griefs sont extrêmement clairs : il y a une faute puisqu'on devait la démonter, qu'on ne savait pas démonter et la remonter ; non. Le fait qu'elle soit restée comme ça d'abord, ça coûtait très cher. Libre à quiconque de le faire, mais c'était impossible de la remonter puisqu'elle n'avait plus été démontée depuis des années, qu'elle avait pris la forme et tous les techniciens nous ont dit : c'est impossible, si vous la démontez, vous ne saurez jamais la remonter et donc en plus le coût du démontage- remontage, c'est pas pour rien qu'on ne l'a jamais démontée, était exorbitant ».

Monsieur MULLENS, Conseiller, indique : « 3.500 euros ».

Monsieur WAUTHOZ, Echevin, poursuit : « L'association elle-même, le comité des fêtes n'a jamais imaginé qu'il pourrait prendre ça en charge. Bon bah voilà, ils ne veulent pas le prendre en charge, pourquoi ça serait la collectivité qui devrait le prendre en charge ? Donc on était en tout cas dans l'obligation de la démonter. ».

Monsieur MULLENS, Conseiller, déclare : « non, il n'y avait pas d'obligation ».

Monsieur WAUTHOZ, Echevin, déclare : « C'était une obligation évidente et le fait de dire qu'on n'a pas été condamné alors là ça c'est la bonne gestion. On attend d'être condamné avant de faire quelque chose. Pour quelque chose qui est une évidence. ».

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, invite Monsieur WAUTHOZ à relire ce qu'il a dit.

Monsieur Vincent WAUTHOZ déclare : « c'était une évidence que nous étions en faute et une faute qui entraîne un dommage entraîne une indemnisation. Et on s'en est tiré heureusement grâce à des propriétaires qui étaient malgré tout bienveillants, qui ont été extrêmement patients, et j'ai lu après que l'occupant lui, parce qu'on est dans un pays de fous, le même commerce vous dit : il faut absolument la démonter et l'occupant qui ne sait pas se mettre d'accord avec son propriétaire dit autre chose. ».

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, déclare : « C'est pour ça que tu as été l'engueuler ? ».

Monsieur Vincent WAUTHOZ, Echevin, répond par la négative : « je n'ai pas été l'engueuler ; j'ai demandé qu'on retire ce truc-là qui me bouleversait, parce que moi je ne suis pas un punching ball. Quand les mêmes personnes me tapent dessus pour me dire : il faut le démonter et que dès que c'est sur Facebook pour faire bien on dit : Oh ben on n'a rien demandé. Et bien s'ils ont demandé alors ce n'est pas les mêmes personnes mais c'est le même commerce qui a demandé et je regrette qu'ils se mettent d'accord avec leurs propriétaires. Moi je n'ai pas

apprécié effectivement ça et tu relayas ça en disant : on n'était pas obligé ou on était obligé, pas condamné, mais obligé. ».

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, indique : « Tu n'étais pas obligé. ».

Monsieur le Président déclare qu'il va rajouter deux petites choses. Il remercie Monsieur WAUTHOZ en indiquant que c'était assez précis. Il déclare : «

- 1. On a un courrier, je me souviens avoir vu un courrier de l'urbanisme d'Arlon nous disant que c'était une injonction à le démonter et ça date déjà facilement d'il y a trois ou quatre ans.*
- 2. En ce qui concerne la personne qui a mis un message sur Facebook, j'ai eu l'occasion de, je ne vais pas dire ce que j'ai fait chez parce que on va la reconnaître donc, je suis passé dans son commerce et j'ai pris une consommation, disons ça comme ça et donc le malentendu était totalement aplani. ».*

onsieur André GILLARDIN, Conseiller, se retire.

Monsieur le Président déclare : « donc il n'y a pas de problème de ce côté-là. ».

Monsieur le Président cède la parole à Monsieur Christophe GAVROY, Conseiller, qui déclare : « Je trouve que c'est dommage Michel de venir avec cela. Ça fait, moi je sais pas peut-être plus de 6 ans que cette décision a été prise par le Conseil, par l'ensemble des groupes politiques en connaissance de ce qui était obligé ou pas, et depuis on n'est toujours pas dans une solution. Moi, je peux m'en passer, la tente ou pas, ça ne m'empêchera pas d'aller à l'apéro kiosque. C'est vrai qu'on s'y est habitué. ».

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, déclare que ce n'est pas une question d'habitude.

Monsieur Christophe GAVROY, Conseiller, déclare à Monsieur MULLENS : « Tu as laissé entendre au dernier Conseil que ça pourrait causer des pertes, et cetera. Donc voilà, moi je n'y crois pas et moi j'irai toujours. Mais quand on est habitué à quelque chose, je comprends que ça soit problématique et qu'on regrette, et cetera. Mais ça fait quand même, Didier Feller était là sur la précédente législature, on parlait déjà d'une recherche, d'une solution, elle n'est toujours pas là, je préférerais que tu viennes dans un conseil communal et en apportant des solutions ou des idées, mais pas de venir : on aurait dû, on n'était pas obligé de le faire, mais on avait tous décidés de le faire il y a huit ans ».

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, déclare : « Plusieurs fois, j'ai mentionné qu'il y avait une entreprise qui disait le contraire que Vincent dit, que c'était démontable, il y avait juste un des poteaux et des boulons à remplacer, donc c'était démontable et on pouvait relancer la mécanique de monter et redémonter cette tonnelle-là. Je l'ai dit à ce moment-là. Deuxième point : ce qui a été promis à Musique acoustique et au Comité des fêtes, c'était de les prévenir au moins six mois à l'avance ».

Monsieur WAUTHOZ et Madame VAN DE WOESTYNE, Echevins répondent qu'ils ont été prévenus un an à l'avance.

Monsieur André GILLARDIN, Conseiller, reprend siège.

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, déclare que ce n'est pas vrai.

Monsieur Vincent WAUTHOZ, Echevin, déclare : « un an à l'avance, ça devait être démonté au mois de septembre. ».

Monsieur MULLENS déclare qu'il va poser une question et Monsieur le Président va répondre par oui ou par non : « Tu as eu une réunion avec eux. ».

Monsieur le Président : « oui et plusieurs même ».

Monsieur MULLENS, Conseiller, déclare : « et ils t'ont dit : pourquoi tu ne nous as pas prévenus, tu devais nous prévenir 6 mois à l'avance. Pas vrai ? »

Monsieur le Président déclare : « C'est pas lors d'une réunion, c'est lors d'un coup de téléphone de l'ancien échevin, Didier Feller ».

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, déclare : « c'est lors de la réunion que tu as eue avec eux, je parle aussi avec les gens ».

Monsieur le Président déclare : « Pourquoi je te mentirai, mais qu'est-ce que j'en ai à foutre de ce truc-là ? Ça fait des années que c'est prévu de démonter comme on vient de vous le dire, qu'on a cette lettre de l'urbanisme qui dit vous devez le démonter, qu'on a cette dame qui est propriétaire du commerce adjacent et qui nous menace d'un recours judiciaire pour lequel Vincent a été en conciliation devant le Juge de paix, pour laquelle moi je suis intervenu mais un nombre incalculable de fois, j'ai fait le relevé pour son fils, pour essayer de calmer le jeu et d'éviter que ça se termine en justice. Musique acoustique a été prévenu, alors j'ai eu cette discussion avec ... qui par téléphone disait : vous aviez dit que vous nous préveniez 6 mois à l'avance. J'ai été interloqué sur le moment je dis : ah bon, je me souviens pas de cette affaire-là. Et puis quand on refait l'historique du dossier, mais ils ont été prévus largement à l'avance, largement. Mais et bon, je comprends le souci, pour eux ; ils ont expliqué : on prend des groupes un peu plus coûteux parce qu'on est sûr d'avoir du monde avec la tonnelle. On peut pas, c'est pas possible de répondre à la demande de l'urbanisme et en même temps de leur proposer une tonnelle. Ils nous ont fait une proposition parce que contrairement à ce que tu as écrit, on n'a pas promis de solution, on est ouvert à des propositions qu'ils nous font et on essaie de les accueillir positivement mais la dernière en date qui nous a été faite, elle est beaucoup trop coûteuse pour la Ville, c'est des milliers et des milliers d'euros chaque année pour démonter et c'est quelque chose qui reste l'été, ça ne va pas. Il ne faut pas oublier que le kiosque est un site classé et donc c'est un site protégé tout autour et on ne fait pas ce qu'on veut comme on veut, c'est tout, voilà. ».

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, déclare : « Je t'ai posé les questions là-dessus, je n'ai pas les réponses. Je vais renvoyer la note et je vais demander une réponse officielle, y a pas de souci. Vous répondez à côté de la plaque. ».

Madame Annick VAN DEN ENDE, Conseillère, déclare : « Pour donner une petite précision dans ce qu'a dit Christophe. Lors de la précédente législature, le problème était déjà sur la table du Conseil et du Collège. Il y avait Didier FELLER qui avait pris ce dossier là en main en partie et avant de démonter, il y avait l'accord de dire qu'on essaierait de trouver une solution. Didier avait proposé des solutions, des solutions avaient été analysées, même il y avait des montants budgétés au niveau du budget extraordinaire 17.000 euros pour un système avec des voiles. Didier avait aussi proposé d'autres solutions avec des architectes qui pouvaient faire une extra, bah voire même au-delà du kiosque, pour voir si on ne pouvait pas intégrer le coin et projet là avait été déjà un petit peu abordé et abandonné. ».

Monsieur le Président déclare : « On avait mis un article budgétaire mais on n'avait jamais avalisé les projets qui nous ont été proposés. C'était ... qui avait proposé cela. ».

Madame Annick VAN DEN ENDE, Conseillère, déclare : « Il y avait des beaux projets qui avaient été mis sur la table avec des architectes qui voulaient intégrer le kiosque dans le coin là et faire quelque chose d'un peu plus extraordinaire. Donc il y a des projets qui ont été mis, qui ont été un petit peu quantifiés comme ça. Et puis, ça en est laissé lettre morte ».

Monsieur Vincent WAUTHOZ, Echevin déclare : « La majorité précédente, comme celle-ci ne les a pas suivis, donc voilà, parce que c'était peut-être aussi quelque chose de disproportionné. Ni Didier FELLER ni toi ni personne d'autres n'ont insisté pour que ça se fasse et pour dire : ouais, ça, il faut absolument le faire et donc c'est devenu, on l'a bien vu sur les réseaux sociaux, c'est devenu une question purement politique, on veut faire du buzz avec cette affaire là et il n'y a que ça. Il n'y a personne qui cherche une solution. ».

Monsieur Michel MULLENS, Conseiller, déclare : « qu'est-ce que tu as fait au point 35 aujourd'hui, c'est pas un buzz politique aussi ? ».

Monsieur Vincent WAUTHOZ, Echevin, déclare : « On a le droit Michel de faire valoir quand même ses actions. Surtout dans le contexte dans lequel on est. ».

Madame Annick VAN DEN ENDE, Conseillère, déclare : « Durant la dernière législature, ce qui avait été convenu, et c'était Didier qui portait le projet, c'est qu'on cherchait des solutions et tant qu'on avait pas de solution on ne démontait pas. L'idée, c'était d'abord de trouver, t'es bien d'accord là-dessus ? ».

Monsieur Vincent WAUTHOZ, Echevin, répond par l'affirmative.

Madame VAN DEN ENDE, Conseillère, poursuit : « ça a toujours été l'accord qu'il y avait, c'est tant qu'on n'avait pas de solution, on ne démontait pas. Maintenant en matière de buzz, en tout cas entre nous deux, c'est toi qui a commencé à lancer le buzz durant la dernière législature, hein ? Tu sais bien. ».

Monsieur Vincent WAUTHOZ, Echevin, déclare : « oui, peut-être ».

Monsieur le Président déclare que l'on va terminer et maintenant c'est le huis-clos. Monsieur le Président remercie tout le monde.

Le huis clos est prononcé à 23h17'.

La séance est levée à 23h19' sans qu'aucune remarque ou observation n'ait été formulée sur le procès-verbal de la séance du 11 mai 2023, lequel est en conséquence approuvé.

La Secrétaire de séance,

MARTHE MODAVE

Le Président,
(Tous les points sauf le point 26)

FRANÇOIS CULOT

Le Président momentané,
(Point 26)

VINCENT WAUTHOZ